

# COURS SUR LES LUTTES NON-VIOLENTES



Présenté par Monsieur Kouakou Ahouty

LIN Fellow et Directeur Exécutif de l'ONG Action et Humanisme

Email : [kouakouahouty@yahoo.fr](mailto:kouakouahouty@yahoo.fr)

Téléphone : +22508205548/56547057

## **L'IMPORTANCE DE LA DISCIPLINE NON-VIOLENTE**

*Présenté par : Kouakou Ahouty*

Lorsqu'ils constatent que la violence mine la dynamique et la force de la lutte non violente, les putschistes ont souvent recours à la provocation pour inciter les résistants à réagir par la violence. Ils pourront faire croire que les résistants ont recours, ou prévoient d'avoir recours à la violence. La répression, particulièrement si elle est brutale, peut avoir pour but de provoquer une réaction violente des résistants. À l'occasion des agents provocateurs infiltrés dans les rangs de la résistance pour inciter ou même commettre des actes violents, afin de convaincre l'opinion publique que les résistants ont recours à la violence.

Les défenseurs doivent repousser toutes ces provocations à la violence s'ils ne veulent pas miner leur propre défense.

Cette défense anti-coup s'appuie sur la technique de lutte non violente. Une exigence stratégique essentielle de la lutte non violente est que cette lutte courageuse soit accompagnée d'une discipline nonviolente<sup>17</sup>. Il n'y a rien à gagner mais beaucoup à perdre en tuant de jeunes soldats qui se retrouvent dans le camp des putschistes.

Des actes de violence, surtout des assassinats commis par des résistants, nuisent de plusieurs manières à une lutte essentiellement non violente. Ils risquent de rassembler les sympathisants des putschistes et les soldats contre les défenseurs anti-coup. Au contraire, la stratégie principale de défense vis-à-vis de ces troupes est de saper leur moral, de les déstabiliser et de les inciter à se mutiner. Cet objectif devient presque impossible à réaliser si les soldats sont des cibles de la violence des résistants.

Les putschistes utiliseront la violence des défenseurs pour « justifier » la répression écrasante qu'ils voulaient employer de toutes façons. Les putschistes prétendront que cette répression est nécessaire pour sauver le pays du terrorisme ou de la guerre civile, et pour préserver le « maintien de l'ordre ». La violence des défenseurs peut aussi démobiliser leurs partisans, qui seront plus réticents à soutenir ou employer des méthodes violentes qu'à participer à une résistance totalement nonviolente.

Réprimer des résistants rebelles mais disciplinés et nonviolents peut avoir l'effet contraire de celui escompté par les oppresseurs. Dans cette situation, il n'est pas rare que la répression violente se retourne contre la position de force de ceux qui l'appliquent. C'est ce qu'on appelle le Réprimer des résistants courageux mais nonviolents peut nuire de diverses manières à la position des oppresseurs. Cette répression et l'impact des brutalités peuvent parfois grossir les rangs de la résistance et renforcer la détermination des défenseurs. Elles peuvent aussi semer le doute et la désapprobation dans l'esprit des troupes et partisans du putsch, ce qui engendrera un malaise, une opposition, puis un désaveu et même une entrée en résistance parmi la population des attaquants, de leurs fonctionnaires et de leurs troupes. Une répression violente à rencontre des défenseurs non-violents peut aussi renforcer l'opposition

internationale au coup, mobiliser l'opinion publique à l'étranger et motiver des sanctions diplomatiques et économiques envers les putschistes.

Lorsqu'il se produit, ce processus de politique est d'un grand secours. Cependant la stratégie de défense anti-coup ne devrait pas en dépendre. La stratégie devrait plutôt se concentrer essentiellement sur la répudiation de la légitimité des putschistes et l'opposition de leur tentative de prise de contrôle, par la non-coopération massive et la défiance politique.

En résumé, en maintenant une attitude de résistance *nonviolente*, les défenseurs anti-coup contribueront à : (1) gagner sympathie et soutien, (2) réduire les pertes, (3) susciter désaveu et mutineries parmi les troupes de l'adversaire, (4) attirer un maximum de participation à la lutte nonviolente, (5) élargir la base de soutien. La discipline nonviolente est un facteur essentiel pour atteindre ces objectifs.

### **Soutien international**

À de rares occasions seulement, le recours ou la menace sérieuse d'un soutien diplomatique et économique international a été employé contre des coups d'État, entre autres contre le coup d'août 1991 en Union soviétique et contre celui de septembre 1991 en Haïti. Mais comme on l'a vu en Haïti où les sanctions internationales n'ont pas suffi à rétablir le Président Aristide, le succès d'une défense anti-coup n'est pas garanti si elle s'appuie principalement sur l'action internationale.

La réussite de la défense anti-coup dépend d'abord de la noncoopération et de la défiance dans le pays attaqué.

Toutefois, le soutien international peut renforcer les luttes anti-coup. Les gouvernements peuvent refuser de reconnaître le régime des putschistes et les priver d'aide économique, comme les États-Unis et d'autres pays l'ont fait en réaction à la tentative de coup de 1991 en Union soviétique. Ces gouvernements et sociétés peuvent aussi fournir aux défenseurs civils une aide technique et économique, des services de presse, de radio, de télévision, et de télécommunications.

Ces mesures peuvent être planifiées à l'avance.

Par son caractère défiant et nonviolent, cette défense anti-coup peut étendre sa notoriété et stimuler des réactions de sympathie à l'échelle internationale. Cette sympathie politique peut entraîner des pressions diplomatiques et économiques à rencontre des putschistes. Lors de la défaite de la tentative de coup d'État de 1991 en

Union soviétique, les actions internes – surtout la réticence des soldats de l'armée régulière à obéir aux ordres des putschistes – semblent avoir eu beaucoup plus d'importance. Cependant, les pressions diplomatiques et les menaces de sanctions économiques internationales semblent avoir apporté un facteur supplémentaire de poids. Cet exemple démontre que dans certaines circonstances, les pressions internationales peuvent affaiblir des putschistes et renforcer la cause des défenseurs civils. Il ne faut cependant pas se leurrer l'opinion publique internationale et même les pressions diplomatiques et économiques ne viendront pas à bout d'un coup d'État si la société attaquée ne mène pas elle-même une défense déterminée et forte.

## **LES FONDATIONS D'UNE DÉMOCRATIE DURABLE**

### ***Présenté par : Kouakou Ahouty***

A DESINTÉGRATION d'une dictature donne lieu, bien entendu, à une célébration importante. Ceux qui ont tant souffert et lutté durement méritent un temps de réjouissance, de détente et de reconnaissance.

Ils doivent se sentir fiers d'eux-mêmes et de tous ceux qui ont combattu pour gagner la liberté politique. Tous n'auront pas survécu pour voir ce jour. Les vivants et les morts seront considérés comme des héros qui ont écrit l'histoire de la liberté dans leur pays.

Malheureusement, l'heure n'est pas au relâchement de la vigilance. Même si la désintégration de la dictature par la défiance politique s'est produite, des précautions s'imposent encore pour éviter qu'un nouveau régime oppressif ne naisse de la période de confusion qui suit l'effondrement de l'ancien. Les dirigeants des forces démocratiques doivent avoir déjà préparé une transition en bon ordre vers la démocratie. Les structures dictatoriales doivent être démantelées. Les bases constitutionnelles et légales ainsi que les standards de comportement attendus dans une démocratie durable doivent être mis en place.

Il ne faut pas croire que la chute d'une dictature signifiera l'apparition immédiate d'une société idéale. La désintégration de la dictature n'est qu'un point de départ, une condition à l'approfondissement de la liberté. Des efforts à long terme permettront d'améliorer la société et de faire face aux besoins des gens. Pendant de longues années, de sérieux problèmes politiques, économiques et sociaux continueront à se poser, leur résolution exigera la coopération de nombreux groupes et de quantité de personnes. Le nouveau système politique devrait fournir des opportunités à des gens ayant différents points de vue et souhaitant poursuivre un travail constructif par des politiques de développement qui répondent aux problèmes du futur.

#### **La menace d'une nouvelle dictature**

Aristote nous mettait déjà en garde : « ... la tyrannie peut se transformer en tyrannie... » L'*Histoire* le montre abondamment : en France (les Jacobins et Napoléon), en Russie (les Bolchéviques), en Iran (l'Ayatollah Khomeini), en Birmanie (le SLORC) et ailleurs ; l'effondrement d'un régime oppressif sera vu par certains comme une occasion se présenter comme les nouveaux maîtres. Les motifs peuvent varier, mais les résultats sont souvent les mêmes. Le contrôle de la nouvelle dictature peut même être encore plus cruel et complet que celui qui était exercé par l'ancienne.

Avant même l'effondrement de la dictature, des membres de l'ancien régime peuvent tenter de couper court à la lutte de défiance par la mise en scène d'un coup d'État sensé anticiper la victoire de la résistance populaire.

Ils peuvent prétendre évincer la dictature mais ne chercher, en réalité, qu'à en imposer un modèle rénové.

#### **Bloquer les coups d'État**

Il existe certaines façons d'empêcher les coups d'État montés contre les intérêts de sociétés nouvellement libérées.

Connaître à l'avance la capacité de défense de la population peut parfois être suffisant pour dissuader toute tentative. La préparation peut produire la prévention.

Immédiatement après le début du coup d'État, les putschistes réclament une légitimité, c'est-à-dire l'acceptation de leur droit moral et politique à gouverner. Le premier principe de la défense anti-coup d'État est donc de leur refuser toute légitimité.

Les putschistes ont aussi besoin que les dirigeants civils et la population les soutiennent, ou tout du moins se trouvent dans un état de confusion ou de passivité. Ils ont aussi besoin de la coopération de spécialistes et de conseillers, de bureaucrates et de fonctionnaires, d'administrateurs et de juges afin de consolider leur contrôle sur la société. Ils ont également besoin que la multitude des gens qui font fonctionner le système politique, les institutions sociales, l'économie, la police et les forces militaires soient soumis et s'acquittent de leurs fonctions habituelles modifiées selon les ordres des putschistes et suivant leurs politiques.

Le second principe de base de la défense contre un coup d'État est de résister aux putschistes par la noncoopération et la défiance. Il faut leur refuser toute forme de coopération et d'assistance dont ils peuvent avoir besoin. Les moyens de lutte mis en oeuvre sont essentiellement les mêmes que ceux qui sont utilisés contre la dictature, mais, dans cette situation, on y a recours immédiatement.

Si la légitimité et la coopération sont refusées, le

Pour plus d'informations sur la résistance contre les coups d'État, coup d'État peut mourir de « famine politique » et la possibilité de construire une société démocratique se présente à nouveau.

### **Rédaction de la constitution**

La mise en place du nouveau système démocratique passera par la rédaction d'une constitution qui établira la structure du gouvernement démocratique. Elle doit fixer les objectifs du gouvernement, les limites de son pouvoir, les moyens et les délais des élections par lesquelles les officiels et les législateurs seront choisis, les droits naturels du peuple et la relation du gouvernement national avec les niveaux inférieurs du pouvoir.

S'il veut rester démocratique, le gouvernement central doit établir un partage clair de l'autorité entre les secteurs législatifs, exécutifs et judiciaires. Il faut restreindre fortement les activités de la police, des forces militaires et des services de renseignement, de manière à prévenir toute ingérence politique.

Afin de préserver le système démocratique et de le mettre à l'abri des tendances et mesures dictatoriales, la constitution devrait établir un système fédéral qui donne des prérogatives significatives aux pouvoirs régionaux et locaux. Dans certaines situations, le système suisse des cantons peut être adapté : des territoires relativement petits disposent de droits importants tout en restant intégrés au pays.

Si, dans l'histoire récente du pays qui vient d'être libéré, il y a eu une constitution ayant plusieurs de ces caractéristiques, il pourrait être judicieux de simplement la restaurer et d'ajouter des amendements dans le sens souhaité. Si une telle constitution, ancienne mais convenable, n'existait pas, il peut être nécessaire d'utiliser une constitution provisoire. Dans ce cas, une nouvelle constitution devra être préparée. Cela demandera beaucoup de temps et de réflexion. La participation populaire à ce processus est souhaitable et nécessaire à la ratification d'un nouveau texte ou d'amendements. Il faut veiller à ne pas inclure dans la constitution des promesses qui se révéleraient impossibles à tenir, ou des clauses qui

stipuleraient la mise en place d'un gouvernement hautement centralisé. Ces erreurs faciliteraient l'établissement d'une nouvelle dictature.

Les termes de la constitution doivent être aisément compréhensibles par la majorité de la population. Une constitution ne devrait pas être si complexe et si ambiguë que seuls les juristes ou d'autres élites puissent prétendre la comprendre.

### **Une politique de défense démocratique**

Le pays libéré peut aussi avoir à faire face à des menaces étrangères qui appellent une capacité de défense. Le pays pourrait également être menacé par des tentations étrangères d'établir une domination économique, politique ou militaire.

Afin de maintenir la démocratie dans le pays, il importe aussi de prendre en considération l'application des principes de base de la défiance politique aux exigences de la défense nationale.<sup>16</sup> En mettant la capacité de résistance directement dans les mains des citoyens, les pays nouvellement libérés peuvent faire l'économie d'une puissance militaire qui pourrait d'ailleurs menacer la démocratie ou nécessiter de vastes ressources économiques indispensables à d'autres projets.

Il faut garder à l'esprit que certains groupes ignoreront toutes les clauses constitutionnelles afin de promouvoir de nouveaux dictateurs. Il s'agira donc d'établir un processus de veille permanente qui permettra à la population d'appliquer la défiance politique et la noncoopération contre tout dictateur en devenir, et de préserver ainsi des structures démocratiques, des droits et des règles de procédure.

### **Une responsabilité méritoire**

L'effet de la lutte nonviolente n'est pas seulement d'affaiblir et d'écarter les dictateurs mais aussi de donner du pouvoir aux opprimés. Cette technique permet à ceux qui, jadis, se sentaient réduits à l'état de pions ou de victimes de manier le pouvoir directement afin d'obtenir par leurs propres efforts plus de liberté et de justice. Cette expérience de la lutte a d'importantes conséquences psychologiques, elle augmente l'estime de soi et la confiance en soi de ceux qui étaient précédemment sans pouvoir.

Une importante conséquence positive à long terme de la lutte nonviolente pour l'émergence d'un gouvernement démocratique est que la société devient capable de faire face à ses problèmes actuels et futurs.

Cela inclut, par exemple, les abus du gouvernement et la corruption, les mauvais traitements envers n'importe quel groupe, les injustices économiques et les limitations du niveau de développement démocratique garanti par le système politique. La population, ayant une expérience de la pratique de la défiance politique, est moins susceptible d'être vulnérable à de nouvelles dictatures.

Après la libération, la familiarité acquise avec la lutte nonviolente indiquera des moyens pour défendre la démocratie, les libertés civiles, les droits des minorités, les prérogatives des gouvernements locaux, régionaux et étatiques, et les institutions non gouvernementales. Ces moyens permettent aux personnes et aux groupes d'exprimer pacifiquement de fortes

dissensions, si importantes parfois qu'en d'autres temps elles les auraient conduits au terrorisme ou à la guérilla.

Les réflexions évoquées dans cet examen de la défiance politique et de la lutte nonviolente sont censées venir en aide à toutes personnes ou groupes qui cherchent à libérer leur peuple de l'oppression d'une dictature et à établir un système démocratique durable qui respecte les libertés humaines et l'action du peuple pour améliorer la société.

Il y a trois conclusions majeures :

- La libération du joug dictatorial est possible ;
- La réflexion attentive et la planification stratégique sont indispensables pour y parvenir ; et
- La vigilance, un dur travail et une lutte disciplinée, souvent payée au prix fort, sont nécessaires.

L'expression souvent citée « La liberté n'est pas gratuite » prend tout son sens. Aucune puissance extérieure ne viendra offrir au peuple opprimé la liberté tant désirée. Celui-ci devra apprendre à la saisir lui-même. Et c'est loin d'être facile.

Si les gens peuvent arriver à saisir ce qui est nécessaire à leur propre libération, ils peuvent établir un plan d'action qui, avec beaucoup de travail, puisse en fin de compte les amener à la liberté. Puis, avec assiduité, ils peuvent construire un nouvel ordre démocratique et préparer sa défense. La liberté acquise par une lutte de cette envergure peut être durable. Elle peut être maintenue par un peuple tenace, engagé dans sa préservation et son développement.

## **DEMOCRATIE**

### **PREMIERE PARTIE - LES PRINCIPES DE LA DEMOCRATIE**

*Présenté par : Kouakou Ahouty*

1. La démocratie est un idéal universellement reconnu et un objectif fondé sur des valeurs communes à tous les peuples qui composent la communauté mondiale, indépendamment des différences culturelles, politiques, sociales et économiques. Elle est donc un droit fondamental du citoyen, qui doit être exercé dans des conditions de liberté, d'égalité, de transparence et de responsabilité, dans le respect de la pluralité des opinions et dans l'intérêt commun.

2. La démocratie est à la fois un idéal à poursuivre et un mode de gouvernement à appliquer selon des modalités traduisant la diversité des expériences et des particularités culturelles, sans déroger aux principes, normes et règles internationalement reconnus. Elle est donc un état, ou une condition, sans cesse perfectionné et toujours perfectible dont l'évolution dépend de divers facteurs, politiques, sociaux, économiques et culturels.

3. En tant qu'idéal, la démocratie vise essentiellement à préserver et promouvoir la dignité et les droits fondamentaux de l'individu, à assurer la justice sociale, à favoriser le développement économique et social de la collectivité, à renforcer la cohésion de la société ainsi que la tranquillité nationale et à créer un climat propice à la paix internationale. En tant que forme de gouvernement, la démocratie est le meilleur moyen d'atteindre ces objectifs; elle est aussi le seul système politique apte à se corriger lui-même.

4. Il ne saurait y avoir de démocratie sans un véritable partenariat entre hommes et femmes dans la conduite des affaires publiques où hommes et femmes agissent dans l'égalité et la

complémentarité, s'enrichissant mutuellement de leurs différences.

5. L'état de démocratie garantit que les processus d'accession au pouvoir et d'exercice et d'alternance du pouvoir permettent une libre concurrence politique et émanent d'une participation populaire ouverte, libre et non discriminatoire, exercée en accord avec la règle de droit, tant dans son esprit que dans sa lettre.

6. La démocratie et les droits énoncés dans les instruments internationaux visés dans le préambule sont consubstantiels. Ces droits doivent donc être réellement appliqués et leur juste exercice doit être assorti de responsabilités individuelles et collectives.

7. La démocratie est fondée sur la primauté du droit et l'exercice des droits de l'homme. Dans un Etat démocratique, nul n'est au-dessus de la loi et tous les citoyens sont égaux devant elle.

8. La paix et le développement économique, social et culturel sont autant la condition que le fruit de la démocratie. Il y a véritablement interdépendance de la paix, du développement, du respect de l'état de droit et des droits de l'homme.

## **DEUXIEME PARTIE - LES ELEMENTS ET L'EXERCICE D'UN GOUVERNEMENT DEMOCRATIQUE**

*Présenté par : Kouakou Ahouty*

9. La démocratie repose sur l'existence d'institutions judicieusement structurées et qui fonctionnent ainsi que d'un corps de normes et de règles, et sur la volonté de la société tout entière, pleinement consciente de ses droits et responsabilités.

10. Les institutions démocratiques ont pour rôle d'arbitrer les tensions et de maintenir l'équilibre entre ces aspirations concurrentes que sont la diversité et l'uniformité, l'individuel et le collectif, dans le but de renforcer la cohésion et la solidarité sociales.

11. Fondée sur le droit de chacun de participer à la gestion des affaires publiques, la démocratie implique l'existence d'institutions représentatives à tous les niveaux et notamment d'un Parlement, représentatif de toutes les composantes de la société et doté des pouvoirs ainsi que des moyens requis pour exprimer la volonté du peuple en légiférant et en contrôlant l'action du gouvernement.

12. L'élément clé de l'exercice de la démocratie est la tenue à intervalles périodiques d'élections libres et régulières permettant l'expression de la volonté populaire. Ces élections doivent se tenir, sur la base du suffrage universel, égal et secret, de telle sorte que tous les électeurs puissent choisir leurs représentants dans des conditions d'égalité, d'ouverture et de transparence qui stimulent la concurrence politique. C'est pourquoi les droits civils et politiques sont essentiels, et plus particulièrement, le droit de voter et d'être élu, le droit à la liberté d'expression et de réunion, l'accès à l'information, et le droit de constituer des partis politiques et de mener des activités politiques. L'organisation, les activités, la gestion financière, le financement et l'éthique des partis doivent être dûment réglementés de façon



impartiale pour garantir la régularité des processus démocratiques.

13. L'une des fonctions essentielles de l'Etat est de garantir à ses citoyens la jouissance des droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux. La démocratie va dès lors de pair avec un gouvernement efficace, intègre, transparent, librement choisi et comptable de sa gestion.

14. Etre comptable devant les citoyens, élément essentiel de la démocratie, s'applique à tous les détenteurs, élus et non élus, de la puissance publique et à tous ses organes, sans exception. Cela se traduit par le droit du public d'être informé des activités des pouvoirs publics, de leur adresser des requêtes et de demander réparation par le biais de mécanismes administratifs et judiciaires impartiaux.

15. La vie publique, dans son ensemble, doit être marquée du sceau de la morale et de la transparence, raison pour laquelle il faut élaborer et appliquer des normes et règles propres à les assurer.

16. La participation individuelle aux processus démocratiques et à la vie publique à tous les niveaux doit être réglementée de manière équitable et impartiale et doit prévenir toute discrimination ainsi que le risque d'intimidation de la part des acteurs étatiques et non étatiques.

17. Des institutions judiciaires et des mécanismes de contrôle indépendants, impartiaux et efficaces sont les garants de l'état de droit, fondement de la démocratie. Pour que ces institutions et mécanismes puissent pleinement veiller au respect des règles, améliorer la régularité des procédures et réparer les injustices, il faut que soient assurés l'accès de tous, sur une base de stricte égalité, aux recours administratifs et judiciaires ainsi que le respect des décisions administratives et judiciaires, tant par les organes de l'Etat et les représentants de la puissance publique que par chacun des membres de la société.

18. Si l'existence d'une société civile agissante est un élément essentiel de la démocratie, la capacité et la volonté des individus de participer aux processus démocratiques et de choisir les modalités de gouvernement ne vont pas de soi. Il est donc nécessaire de créer les conditions propices à l'exercice effectif des droits participatifs, tout en éliminant les obstacles qui préviennent, limitent ou empêchent pareil exercice. Aussi est-il indispensable de promouvoir en permanence, notamment, l'égalité, la transparence et l'éducation, et de lever des obstacles, tels que l'ignorance, l'intolérance, l'apathie, le manque de choix et d'alternative véritables, et l'absence de mesures destinées à corriger les déséquilibres et discriminations de caractère social, culturel, religieux, racial ou fondés sur le sexe.

19. Pour que l'état de démocratie soit durable, il faut donc un climat et une culture démocratiques constamment nourris et enrichis par l'éducation et d'autres moyens culturels et d'information. Une société démocratique doit dès lors s'attacher à promouvoir l'éducation, au sens le plus large du terme, incluant, en particulier, l'éducation civique et la formation à une citoyenneté responsable.

20. Les processus démocratiques s'épanouissent dans un environnement économique favorable; aussi, dans son effort général de développement, la société doit-elle s'attacher tout particulièrement à satisfaire les besoins économiques fondamentaux des couches défavorisées assurant ainsi leur pleine intégration au processus de la démocratie.

21. L'état de démocratie suppose et la liberté d'opinion et la liberté d'expression, ce qui

implique le droit de n'être pas inquiété pour ses opinions et celui de chercher, recevoir et répandre les informations et les idées, sans considérations de frontières, par quelque moyen d'expression que ce soit.

22. Dans les sociétés homogènes comme dans les sociétés hétérogènes, les institutions et les processus de la démocratie doivent favoriser la participation populaire pour sauvegarder la diversité, le pluralisme et le droit à la différence dans un climat de tolérance.

23. Les institutions et processus démocratiques doivent aussi favoriser la décentralisation du gouvernement et de l'administration, qui est un droit et une nécessité, et qui permet d'élargir la base participative.

### **TROISIEME PARTIE - LA DIMENSION INTERNATIONALE DE LA DEMOCRATIE**

*Présenté par : Kouakou Ahouty*

24. La démocratie doit aussi être reconnue comme un principe international, applicable aux organisations internationales et aux Etats dans leurs relations internationales. Le principe de la démocratie internationale ne signifie pas seulement représentation égale ou équitable des Etats; il s'étend aussi à leurs droits et devoirs économiques.

25. Les principes de la démocratie doivent s'appliquer à la gestion internationale des problèmes d'intérêt mondial et du patrimoine commun de l'humanité, en particulier l'environnement humain.

26. Dans l'intérêt de la démocratie internationale, les Etats doivent veiller à ce que leur conduite soit conforme au droit international, s'abstenir de recourir à la menace ou l'emploi de la force et de toute conduite qui mette en péril ou viole la souveraineté et l'intégrité politiques et territoriales d'autres Etats, et s'employer à régler leurs différends par des moyens pacifiques.

27. Une démocratie doit défendre les principes démocratiques dans les relations internationales. A cet égard, les démocraties doivent s'abstenir de tout comportement non démocratique, exprimer leur solidarité avec les gouvernements démocratiques et les acteurs non étatiques comme les ONG qui oeuvrent pour la démocratie et les droits de l'homme et être solidaires de ceux qui sont victimes de violations des droits fondamentaux perpétrées par de régimes non démocratiques. Afin de renforcer la justice pénale internationale, les démocraties doivent rejeter l'impunité pour les crimes internationaux et les violations graves des droits de l'homme fondamentaux et appuyer la création d'une Cour criminelle internationale permanent

### **LES PILIERS DE LA DEMOCRATIE**

*Présenté par : Kouakou Ahouty*

- Souveraineté du peuple.
- Gouvernement fondé sur le consentement des gouvernés.

- Règle de la majorité.
- Les droits des minorités.
- Garantie des droits humains fondamentaux.
- Élections libres et équitables.
- Égalité devant la loi.
- En raison de la loi.
- Limites constitutionnelles du gouvernement.
- Le pluralisme social, économique et politique.
- Valeurs de tolérance, pragmatisme, coopération et compromis.

**LES MÉTHODES  
DE L'ACTION NONVIOLENTE**  
*17 MÉTHODES DE PROTESTATION ET DE  
PERSUASION NONVIOLENTE*

**Déclarations formelles**

1. Discours publics.
2. Lettres d'opposition ou de soutien.
3. Déclarations des organisations ou institutions.
4. Déclarations publiques signées.
5. Déclarations d'intention et réquisitoires.
6. Pétitions de groupe ou de masse.

**Communications à de larges audiences**

7. Slogans, caricatures, et symboles.
8. Bannières, affiches et communications visuelles.
9. Tracts, pamphlets et livres.
10. Journaux et revues.
11. Enregistrements, radio et télévision.
12. Publicité aérienne et écriture au sol.
- 17 Cette liste, avec définitions et exemples historiques, est issue de Gene Sharp,

**Représentations de groupe**

13. Délégations.
14. Prix satiriques.
15. Groupes de pression.
16. Piquets de grève.
17. Simulacre d'élections.

### **Actes publics symboliques**

18. Exhibition de drapeaux et de couleurs symboliques.
19. Port de symboles.
20. Prières et cultes.
21. Livraison d'objets symboliques.
22. Protestations dénudées.
23. Destruction de ses propres possessions.
24. Lumières symboliques.
25. Exhibition de portraits.
26. Peinture de protestation.
27. Nouveaux signes et dénominations.
28. Sons symboliques.
29. Réclamations symboliques.
30. Gestes grossiers.

### **Pressions sur les individus**

31. « Visites » récurrentes à des fonctionnaires.
32. Provocation de fonctionnaires.
33. Fraternalisation.
34. Veilles.

### **Théâtre et musique**

35. Satires et farces humoristiques.
36. Exécution de pièces de théâtre et de musique.
37. Exécution de chants.

### **Processions**

38. Marches.
39. Parades.
40. Processions religieuses.
41. Pèlerinages.
42. Défilés de voitures.

### **Commémoration des morts**

43. Deuil politique.
44. Fausses funérailles.
45. Funérailles avec manifestation.
46. Hommage sur une tombe.

### **Rassemblements publics**

47. Assemblées de protestation ou de soutien.
48. Meetings de protestation.
49. Réunions secrètes de protestation.
50. Séances d'enseignement ou de formation.

### **Retrait et renonciation**

51. Départ groupé en signe de réprobation.
52. Silence.

- 53. Renoncement aux honneurs.
- 54. « Tourner le dos ».

### *MÉTHODES DE NONCOOPÉRATION* NONCOOPÉRATION SOCIALE

#### **Ostracisme de personnes**

- 55. Boycott social.
- 56. Boycott social sélectif.
- 57. Grève du sexe.<sup>18</sup>
- 58. Excommunication.

Le nom en anglais de cette méthode, « Lysistratic nonaction », est dérivé du titre de la comédie d'Aristophane *Lysistrata*, qui met en scène l'utilisation généralisée de cette méthode dans la Grèce antique. Les femmes qui y ont alors recours réclament la fin de la guerre entre Athènes et Sparte. Texte disponible en français, Éditions Arléa (2003).

- 59. Interdiction d'activité religieuse.

#### **Noncoopération avec événements, coutumes et institutions sociales**

- 60. Suspension d'activités sociales et sportives.
- 61. Boycott d'activités sociales.
- 62. Grèves d'étudiants.
- 63. Désobéissance sociale.
- 64. Démission d'institutions sociales.

#### **Retrait du système social**

- 65. Opération ville morte (ou rester chez soi).
- 66. Noncoopération personnelle totale.
- 67. Fuite de travailleurs.
- 68. Refuge dans un sanctuaire.
- 69. Disparition collective.
- 70. Émigration de protestation (hijrat).

#### NONCOOPÉRATION ÉCONOMIQUE : BOYCOTTS ÉCONOMIQUES

#### **Action par les consommateurs**

- 71. Boycott par les consommateurs.
- 72. Non utilisation de biens boycottés.
- 73. Régime de restriction.
- 74. Refus de payer les locations.
- 75. Refus de prendre en location.
- 76. Boycott national de consommateurs.
- 77. Boycott international de consommateurs.

#### **Action des travailleurs et producteurs**

- 78. Boycott par les travailleurs.
- 79. Boycott par les producteurs (refus de vendre).

### **Action des intermédiaires**

80. Boycott par les fournisseurs et grossistes.

### **Action des propriétaires et dirigeants**

81. Boycott par les commerçants.

82. Refus de mettre en location ou de vendre les propriétés.

83. Renvoi du personnel (*lockout*).

84. Refus d'assistance industrielle.

85. Grève générale des commerçants.

### **Action des possesseurs des ressources financières**

86. Retrait des dépôts bancaires.

87. Refus de payer des frais, droits et taxes.

88. Refus de payer les dettes ou les intérêts.

89. Rupture de fonds et de crédit.

90. Refus de déclaration de revenus.

91. Refus de la monnaie du gouvernement.

### **Action des gouvernements**

92. Embargo domestique (intérieur).

93. Liste noire de commerçants.

94. Embargo international sur les ventes.

95. Embargo international sur les achats.

96. Embargo international du commerce.

## **NONCOOPÉRATION ÉCONOMIQUE : LA GRÈVE**

### **Grèves symboliques**

97. Grève d'avertissement.

98. Grève éclair.

### **Grèves agricoles**

99. Grèves des agriculteurs.

100. Grève des ouvriers agricoles.

### **Grèves de groupes particuliers**

101. Refus de travail forcé.

102. Grève des prisonniers.

103. Grève des artisans.

104. Grève professionnelle.

### **Grève industrielle ordinaire**

105. Grève d'établissement.

106. Grève d'un secteur industriel.

107. Grève de soutien.

### **Grèves restreintes**

108. Grève progressive

109. Grève surprise

- 110. Travail au ralenti
- 111. Grève du zèle
- 112. Grève par « maladie »
- 113. Grève par démissions successives
- 114. Grève limitée
- 115. Grève sélective

### **Grèves multi industrie**

- 116. Grève généralisée (à un secteur de l'économie).
- 117. Grève générale.

### **Combinaison de grèves et de fermetures économiques**

- 118. Ville morte (*hartal*).
- 119. Cessation d'activité économique.

## **NONCOOPÉRATION POLITIQUE**

### **Rejet de l'autorité**

- 120. Suppression ou rejet d'allégeance.
- 121. Refus du soutien public.
- 122. Littérature et discours en faveur de la résistance.

### **Noncoopération des citoyens avec le gouvernement**

- 123. Boycott des corps législatifs.
- 124. Boycott des élections.
- 125. Boycott des emplois et situations au gouvernement.
- 126. Boycott des organismes gouvernementaux.
- 127. Retrait des institutions d'éducation gouvernementales.
- 128. Boycott des organisations soutenues par le gouvernement.
- 129. Refus d'assistance aux agents de la force publique.
- 130. Enlèvement de ses propres signes et repères.
- 131. Refus de recevoir des officiels.
- 132. Refus de dissoudre des institutions existantes.

### **Alternatives citoyennes à l'obéissance**

- 133. Docilité réticente et lente.
- 134. Nonobéissance en absence de contrôle direct.
- 135. Nonobéissance populaire.
- 136. Désobéissance déguisée.
- 137. Refus de dispersion d'un rassemblement ou d'un meeting.
- 138. Protestation assise (*sitdown*).
- 139. Noncoopération avec la conscription et la déportation.
- 140. Caches, fuites et fausses identités.
- 141. Désobéissance civile à des lois « illégitimes »

### **Action du personnel gouvernemental**

- 142. Refus sélectif d'aides gouvernementales.
- 143. Blocage de lignes de commandement ou d'information.
- 144. Retard et obstruction.

- 145. Non coopération administrative générale.
- 146. Non coopération judiciaire.
- 147. Inefficacité délibérée et non coopération sélective des agents de la force publique.
- 148. Mutinerie.

#### **Action à l'intérieur du gouvernement**

- 149. Evasions quasi légales et reports de tâches.
- 150. Non coopération par des unités gouvernementales constituées.

#### **International governmental action**

- 151. Changements dans les représentations, diplomatiques et autres.
- 152. Retard et annulation d'événements diplomatiques.
- 153. Cessation de reconnaissance diplomatique.
- 154. Rupture de relations diplomatiques.
- 155. Retrait d'organisations internationales.
- 156. Refus d'adhésion à des organismes. Internationaux.
- 157. Expulsion d'organisations internationales

### **LES MÉTHODES D'INTERVENTION NONVIOLENTE**

#### **Intervention psychologique**

- 158. Exposition volontaire aux éléments.
- 159. Jeûne.
- (a) Jeûne de pression morale.
- (b) Grève de la faim limitée.
- (c) Grève de la faim illimitée.

– 125 –

- 160. Renversement de procès
- 161. Harcèlement nonviolent.

#### **Intervention physique**

- 162. *Sit-in*.
- 163. Occupation d'espace debout.
- 164. Occupation à cheval, à vélo, en voiture, etc.
- 165. Occupation soudaine.
- 166. Occupation bourdonnante.
- 167. Occupation avec prières (pour forcer à...).
- 168. Raids nonviolents.
- 169. Raids aériens nonviolents.
- 170. Invasion nonviolente.
- 171. Interposition nonviolente.
- 172. Obstruction nonviolente.
- 173. Occupation nonviolente.

#### **Intervention sociale**

- 174. Etablissement de nouveaux modèles sociaux.
- 175. Surcharge ou engorgement de services.
- 176. Travail au ralenti.
- 177. Interventions orales en public.



178. Théâtre de guérilla.
179. Institutions sociales alternatives.
180. Système alternatif de communication.

### **Intervention économique**

181. Grève inversée par excès de travail.
182. Grève sur le tas.
183. Prise de contrôle nonviolente d'un terrain.
184. Défiance d'une restriction ou d'un blocus.
185. Contrefaçon politiquement motivée.
186. Achat préventif de produits stratégiques.
187. Saisie d'actifs.
188. Dumping (vente massive à bas prix).
189. Soutien sélectif de produits ou de marques...
190. Marchés alternatifs.
191. Systèmes alternatifs de transport.
192. Institutions économiques alternatives.

### **Intervention politique**

193. Surcharge de systèmes administratifs.
  194. Révélation d'identité d'agents secrets.
  195. Recherche d'emprisonnement.
  196. Désobéissance civile à des lois anodines.
  197. Participation sans collaboration.
  198. Double pouvoir et gouvernement parallèle.
- Évidemment, beaucoup d'autres méthodes ont déjà été utilisées mais n'ont pas été classées. De même, une multitude d'autres méthodes seront encore inventées dans le futur qui auront les caractéristiques des trois classes de méthodes : Protestation et persuasion nonviolente, noncoopération, et intervention nonviolente.

Il faut bien comprendre que la meilleure efficacité sera obtenue si la méthode est choisie en fonction d'une stratégie préalablement adoptée. Il est nécessaire de connaître le genre de pression qu'on veut exercer avant de choisir la forme d'action précise qui exercera cette pression.

## **LES DANGERS DE LA NÉGOCIATION**

*Présenté par : Kouakou Ahouty*

ONFRONTÉES AUX GRAVES problèmes d'une dictature certains peuples s'installent dans une attitude de soumission passive. D'autres, ne voyant aucune possibilité d'aller vers la démocratie, concluent qu'ils doivent composer avec cette dictature apparemment indestructible, en espérant que, grâce à la « conciliation », au « compromis » et aux « négociations », il sera possible de sauver quelques éléments positifs et de mettre fin aux brutalités. En apparence et faute d'alternatives réalistes, cette option en séduit beaucoup. Une lutte sérieuse contre une dictature brutale n'est pas une perspective agréable. Pourquoi faut-il l'envisager ?

Ne pourrions-nous pas être raisonnables et trouver des moyens de discuter, de négocier des

solutions pour supprimer graduellement la dictature ? Les démocrates ne pourraient-ils pas faire appel à l'humanisme des dictateurs, les convaincre de réduire peu à peu leur domination, et peut-être, à la longue, ouvrir la voie à l'établissement de la démocratie ?

Il est dit parfois que la vérité n'est pas uniquement d'un seul côté. Les démocrates auraient peut-être mal compris les dictateurs qui, pour leur part, auraient peut-être agi pour de bons motifs dans des circonstances difficiles. Certains penseront que les dictateurs n'attendent que quelques encouragements ou incitations pour se retirer de bonne grâce de la situation difficile à laquelle le pays est confronté. On pourrait aussi avancer l'idée de proposer aux dictateurs des solutions gagnant-gagnant dans lesquelles tout le monde trouverait son compte.

Les risques et souffrances de futurs combats pourraient être évités si l'opposition démocratique se contentait d'apaiser le conflit par des négociations (qui pourraient même être menées avec l'assistance de personnes compétentes ou d'un autre gouvernement). Cela ne serait-il pas préférable à une lutte difficile, même si elle est nonviolente plutôt que militaire ?

### **Mérites et limites de la négociation**

La négociation est un outil très utile dans la résolution de certains types de problèmes et ne doit être ni négligée, ni rejetée lorsqu'elle est appropriée.

Dans certaines situations qui ne portent pas sur des questions fondamentales et donc sur lesquelles un compromis est acceptable, la négociation peut être un moyen appréciable pour régler des conflits. Une grève ouvrière pour une augmentation de salaire est un bon exemple de conflit pouvant se traiter par la négociation : on trouve un point d'accord situé entre les propositions des parties en présence. Mais les conflits sociaux impliquant des syndicats reconnus sont bien différents de ceux dont l'enjeu est l'existence même d'une dictature cruelle ou le rétablissement de la liberté politique.

Lorsque les enjeux sont fondamentaux, qu'ils affectent des principes religieux, des libertés humaines ou le développement futur de toute la société, les négociations ne peuvent pas trouver une solution acceptable. Sur des questions fondamentales, il n'y a pas de compromis possible. Seul un changement radical des relations de pouvoir en faveur des démocrates peut assurer la sauvegarde des enjeux fondamentaux. Un tel changement s'obtiendra par la lutte et non pas par des négociations.

Cela ne signifie pas que la négociation ne doive jamais être utilisée mais plutôt qu'elle n'est pas un moyen réaliste pour renverser une puissante dictature quand une forte opposition démocratique fait défaut.

Cependant, il arrive que la négociation ne soit même pas une option. Les dictateurs solidement retranchés et en position de sécurité peuvent n'avoir aucune envie de négocier avec leur opposition démocratique. Ou alors, lorsque des négociations auront été initiées, les négociateurs du camp démocratique disparaîtront à jamais.

### **La capitulation négociée**

Les individus ou les groupes qui s'opposent aux dictatures ont souvent de bonnes raisons de vouloir négocier.

En particulier, lorsqu'une lutte militaire contre une dictature brutale s'est poursuivie durant

des années sans

victoire finale, il est compréhensible que le peuple entier, quelle que soit sa conviction politique, souhaite la paix.

Des négociations sont particulièrement susceptibles d'être envisagées par les démocrates quand le dictateur a une nette supériorité militaire et que les destructions et les pertes humaines atteignent un niveau insupportable pour le peuple. Il se développera alors une certaine tentation d'explorer toutes les voies qui pourraient sauver une partie des objectifs des démocrates tout en mettant fin au cycle de violences et de représailles.

Une offre de « paix » négociée adressée par une dictature à son opposition démocratique n'est bien sûr pas dénuée d'arrière-pensées. Les dictateurs peuvent mettre fin d'eux-mêmes à la violence en cessant de faire la guerre à leur propre peuple. Ils peuvent, de leur propre initiative, respecter sans marchander les droits et la dignité humaine, libérer les prisonniers politiques, faire cesser la torture, arrêter les opérations militaires, se retirer du gouvernement et présenter des excuses au peuple.

Lorsque la dictature est forte mais qu'il existe une résistance gênante, le dictateur souhaite parfois négocier pour soumettre l'opposition sous prétexte de « faire la paix ». L'appel à la négociation peut séduire, mais il est fort possible que celle-ci cache de graves dangers.

Par contre, lorsque l'opposition est en position de force et que la dictature est menacée, les dictateurs peuvent chercher à négocier afin de sauver le maximum de leur pouvoir et de leur richesse. En aucun cas les démocrates ne doivent aider les dictateurs à atteindre leurs buts.

Les démocrates doivent se méfier des pièges qui peuvent leur être tendus par les dictateurs au cours du processus de négociation. L'ouverture de négociations alors que des questions fondamentales de libertés civiles sont en jeu peut n'être qu'une ruse du dictateur visant à obtenir la paix ou la soumission des opposants alors que la violence de la dictature se perpétue. Dans ce type de conflit, la seule négociation envisageable est celle qui se tient à la fin d'une lutte décisive, lorsque le dictateur est aux abois et qu'il cherche un couloir de sécurité pour se rendre à un aéroport international.

### **Puissance et justice dans la négociation**

Si ce jugement concernant les négociations paraît trop sévère, il se peut que le romantisme qui leur est associé doive être modéré. Il importe d'avoir les idées claires quant à la manière dont les négociations fonctionnent.

« Négocier » ne signifie pas s'asseoir à une table et discuter sur un pied d'égalité pour résoudre des différends.

N'oublions pas deux choses : d'abord, lors des négociations, ce n'est pas la justice relative des positions et des objectifs des uns et des autres qui détermine le point d'entente. Deuxièmement, le contenu d'un accord négocié est largement déterminé par le rapport de pouvoir entre les parties en présence.

Il importe de considérer plusieurs questions difficiles : quelle perspective s'offre à une partie pour atteindre ses objectifs si, à la table de négociations, l'autre ne prouve pas de volonté de progrès ? Et que peut faire une partie si, après être arrivée à un accord, l'autre ne le respecte pas et utilise ses forces sur le terrain pour agir unilatéralement de manière non conforme à

l'accord ?

Une entente négociée n'est pas obtenue par l'évaluation des droits et des torts des uns et des autres quant aux questions en jeu. Bien que ces sujets puissent être débattus, les vrais résultats des négociations viennent de l'évaluation du pouvoir absolu ou relatif des groupes qui s'opposent. Que peuvent faire les démocrates pour s'assurer que leurs revendications essentielles soient respectées ? Que peuvent faire les dictateurs pour rester au pouvoir et neutraliser les démocrates ? Autrement dit, si l'on arrive à une entente, elle sera vraisemblablement le résultat de l'estimation dans chaque camp du rapport des forces et des projections quant à l'issue probable d'un conflit éventuel.

Il importe également de prêter attention à ce que chaque bord accepte d'abandonner pour parvenir à l'accord. Lors de négociations réussies, il y a compromis, partage. Chaque bord obtient une part souhaitée et abandonne une part de ses exigences. Dans le cas de dictatures extrêmes, que peuvent céder les forces démocratiques ?

Quels objectifs des dictateurs doivent-elles accepter ?

Doivent-ils donner aux dictateurs (qu'ils soient un parti politique ou une clique militaire) un rôle permanent et constitutionnel dans le futur gouvernement ? Où est alors la démocratie ?

Même si les négociations se passent bien, il est nécessaire de s'interroger sur la forme de paix qui en sortira ? La vie sera-t-elle meilleure ou pire que si les démocrates avaient commencé ou continué la lutte ?

### **Les dictateurs « acceptables »**

Les dictateurs peuvent avoir, à la base de leur domination, des motifs et objectifs variés : pouvoir, position, richesse, restructuration de la société, etc. Il ne faut pas oublier que rien de tout cela ne leur restera s'ils abandonnent leur position. Lors de négociations, ils essayeront donc de préserver leurs buts.

Quoiqu'ils promettent, il ne faut pas oublier qu'ils sont capables de promettre n'importe quoi afin de soumettre leurs opposants démocrates, pour ensuite violer effrontément tous leurs engagements.

Si les démocrates acceptent d'arrêter leur résistance afin de gagner un sursis devant la répression, ils peuvent se retrouver fort déçus. Une halte à la résistance réduit rarement la répression. Lorsque les forces contraignantes de l'opposition intérieure et internationale ont été supprimées, les dictateurs sont capables d'exercer une oppression et une violence plus aigues que jamais. L'effondrement de la résistance populaire réduit souvent les contre-pouvoirs qui limitaient le contrôle et les brutalités de la dictature. Les tyrans peuvent alors s'en prendre à qui ils le souhaitent. « Car le tyran ne tire son pouvoir de nuisance que des faiblesses de notre résistance, » a écrit

Krishnalal Shridharani.<sup>5</sup>

C'est la résistance et non pas la négociation qui compte dans les conflits dont les enjeux sont fondamentaux.

Dans presque tous les cas, la résistance doit continuer pour chasser les dictateurs du pouvoir. Le succès est le plus souvent déterminé non pas par un accord, mais par l'usage des moyens

de résistance les plus appropriés et les plus puissants disponibles. Nous montrerons plus loin en détail que la défiance politique, ou la lutte nonviolente, est le moyen disponible le plus puissant à disposition de ceux qui militent pour leur liberté.

### **Quel genre de paix ?**

Si les dictateurs et les démocrates parlent ensemble de paix, il faut garder les idées claires, à cause des dangers que cela induit : tous ceux qui se servent du mot « paix » ne souhaitent pas nécessairement la liberté et la justice. La soumission passive à l'oppression cruelle de dictateurs, à un despote ayant fait subir des atrocités à des centaines de milliers de personnes ne correspond pas à la paix véritable. Hitler évoquait souvent la paix et cela signifiait soumission à sa volonté. La paix d'un dictateur n'est souvent rien de plus que la paix de la prison ou de la tombe.

Mais il y a d'autres dangers. Parfois, des négociateurs bien intentionnés confondent les objectifs de la négociation et le processus lui-même. Plus encore, des démocrates ou des spécialistes étrangers participant aux négociations peuvent, d'un seul coup, fournir au dictateur la légitimité (intérieure ou internationale) qui lui était refusée du fait de sa position monopolistique dans l'État, de ses violations des Droits de l'Homme et de sa brutalité.

Sans cette légitimité désespérément nécessaire, les dictateurs ne peuvent pas continuer à régner indéfiniment. Les acteurs de la paix ne doivent pas la leur fournir.

### **Raisons d'espérer**

Comme nous l'avons indiqué, les dirigeants de l'opposition peuvent se sentir forcés de poursuivre la négociation en désespérant du combat démocratique. Néanmoins, ce sentiment d'impuissance peut être dépassé. Les dictatures ne sont pas éternelles. Ceux qui les subissent n'ont pas à rester toujours faibles, et il ne faut pas que les dictateurs restent toujours forts. Aristote remarquait déjà : « ...

Oligarchie et tyrannie ont une durée plus brève que n'importe quelle autre constitution, [...] la plupart des tyrannies n'ont jamais eu qu'une durée extrêmement brève. » Les tyrannies modernes sont aussi vulnérables.

Leurs faiblesses peuvent être accentuées et le pouvoir des dictateurs peut se désintégrer (Au chapitre quatre nous examinerons ces faiblesses plus en détail).

L'histoire récente démontre la vulnérabilité des dictatures et révèle qu'elles peuvent s'effondrer en un temps très court : s'il fallut dix ans (1980-1990) pour voir tomber la dictature communiste en Pologne, en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie en 1989 il a suffi de quelques semaines. Au Salvador et au Guatemala, en 1944, les luttes contre de terribles dictatures militaires durèrent environ deux semaines. Le puissant régime militaire du Shah d'Iran fut ébranlé en quelques mois. La dictature de Marcos aux Philippines s'écroula face à la puissance du peuple en l'espace de quelques semaines en 1986 : Le gouvernement des États-Unis abandonna rapidement le

Président Marcos dès que la force de l'opposition devint manifeste. La tentative de coup d'État en Union soviétique en août 1991 fut bloquée en quelques jours par un mouvement de défiance politique. Peu après, plusieurs nations longtemps dominées gagnèrent leur indépendance en seulement quelques jours, semaines ou mois.

L'idée toute faite et ancienne, selon laquelle les moyens violents opèrent toujours rapidement

alors que les moyens nonviolents demandent du temps et de la patience n'est pas valide. Bien qu'il faille du temps pour changer profondément la situation et la société, le combat nonviolent lui-même contre la dictature peut se passer relativement vite.

Les négociations ne sont pas la seule alternative à la capitulation d'un part et à la guerre d'annihilation d'autre part. Les exemples ci-dessus, ainsi que ceux du chapitre un, montrent qu'il existe une autre solution pour ceux qui veulent la paix *et* la liberté : la défiance politique.

## LA NÉCESSITÉ DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE

*Présenté par : Kouakou Ahouty*

DES CAMPAGNES de défiance politique contre les dictatures peuvent commencer de différentes manières.

Dans le passé, ces luttes ont presque toujours été imprévues et quasiment accidentelles. Les griefs spécifiques qui ont déclenché les premières actions spontanées ont beaucoup varié, mais correspondirent souvent à des brutalités nouvelles, à l'arrestation ou à l'assassinat de personnalités en vue, à un ordre ou à une nouvelle politique répressive, à une pénurie de nourriture, à l'irrespect de conviction religieuse ou à l'anniversaire d'un événement important. Parfois, un acte précis de la dictature a mis la population en fureur et celle-ci s'est lancée dans l'action sans avoir aucune idée de la façon dont cela se terminerait. D'autres fois, un individu ou un petit groupe courageux a entrepris une action et s'est attiré des soutiens. Un grief spécifique peut être reconnu par beaucoup comme l'injustice qu'ils ont eux-mêmes subie et les conduira à rejoindre la lutte. Parfois, un appel à résister venant d'un petit groupe ou d'un individu peut rencontrer une réponse étonnamment forte.

Bien que la spontanéité ait des côtés positifs, elle a souvent des inconvénients. Fréquemment, les résistants démocratiques n'avaient pas prévu la brutalité de la réaction de la dictature. Ils en souffrirent profondément et la résistance s'effondra. D'autres fois, l'absence de planification des démocrates avait laissé au hasard des choix cruciaux ; cela conduisit à des résultats désastreux.

Souvent, même après la disparition du système oppressif, le manque de planification sur la manière de conduire la transition démocratique contribua à l'émergence d'une nouvelle dictature.

### **Une planification réaliste**

À l'avenir, la spontanéité de l'action populaire jouera sans doute un rôle important dans le début des luttes contre les dictatures. Néanmoins, il est maintenant possible de définir rationnellement, analytiquement et à l'avance la façon la plus efficace d'abattre une dictature, d'évaluer le moment où la situation politique et l'humeur de la population se prêteront à la mise en oeuvre du plan. On doit aussi choisir la façon d'initier la campagne. Une réflexion approfondie, *basée sur une évaluation réaliste* de la situation et des capacités de la population est indispensable pour choisir les voies efficaces qui mèneront à la libération dans les

circonstances présentes.

Si l'on veut aboutir à quelque chose, la planification s'impose. Plus le but est important, ou les conséquences probables de l'échec graves, plus la planification est essentielle. La planification stratégique augmente la probabilité de mobiliser toutes les ressources disponibles ainsi que l'efficacité de leur utilisation. C'est particulièrement vrai pour un mouvement démocratique – aux ressources matérielles limitées et exposé au danger – qui essaie d'abattre une dictature puissante. Par contre, la dictature a le plus souvent accès à de vastes ressources matérielles, à la puissance organisationnelle, et à la capacité de commettre des brutalités.

« Planifier une stratégie » signifie ici étudier et déterminer les moyens d'action qui permettront d'aller le plus sûrement de la situation présente à la situation désirée, c'est-à-dire, pour nous, de passer d'une dictature à un système démocratique. Un plan pour atteindre cet objectif consiste généralement en une série de campagnes et autres activités organisées destinées à renforcer la population opprimée et la société, et à affaiblir la dictature.

Notons bien ici que l'objectif n'est pas simplement de détruire la dictature existante mais d'installer un système démocratique. Une stratégie globale qui limiterait ses objectifs à la simple disparition de la dictature risquerait de produire un autre tyran.

### **Les obstacles à la planification**

Certains défenseurs de la liberté ne se servent pas de tous leurs moyens pour parvenir à la libération. Ces dirigeants ne reconnaissent que rarement l'extrême importance d'une planification stratégique bien préparée. Du coup ils la négligent.

Comment se fait-il que ceux qui ont cette vision de liberté politique pour leur peuple préparent aussi rarement un plan clair pour atteindre leur but ? Sans doute, malheureusement, n'en comprennent-ils pas la nécessité ou ne sont-ils pas habitués ou formés à penser stratégiquement.

C'est une tâche difficile. Harcelés sans cesse par la dictature et débordés par des responsabilités immédiates, les meneurs de la résistance n'ont souvent ni la sécurité ni le temps pour initier une réflexion de niveau stratégique.

Leur schéma habituel est simplement de réagir aux initiatives de la dictature. L'opposition se trouve alors toujours sur la défensive et cherche à maintenir quelques libertés limitées ou quelques bastions. Au mieux, elle tente de ralentir la progression des contrôles dictatoriaux ou de perturber la mise en œuvre des nouvelles politiques du régime.

Certains groupes ou individus peuvent ne pas voir la nécessité d'une planification d'envergure sur le long terme pour un mouvement de libération. Ils peuvent naïvement se dire que s'ils épousent leurs desseins avec insistance, fermeté et persévérance, ils finiront par se réaliser.

D'autres estiment que s'ils se contentent de vivre et de témoigner selon leurs principes et leurs idéaux dans l'adversité, ils auront fait le maximum pour les appliquer.

Il est admirable d'embrasser des buts humanitaires et d'être loyal vis-à-vis de ses idéaux, mais c'est absolument insuffisant pour mettre un terme à la dictature et parvenir à la liberté.

D'autres opposants à la dictature peuvent s'imaginer, naïvement là aussi, qu'à condition d'y

mettre assez de violence, la liberté viendra. Mais, nous l'avons déjà dit, la violence ne garantit pas le succès. Au lieu de libérer, elle peut conduire à la défaite, à la tragédie collective, ou aux deux à la fois. Dans la plupart des cas, la dictature est mieux équipée pour le combat violent et les réalités militaires sont rarement, sinon jamais, en faveur des démocrates.

Il y a aussi des activistes qui agissent en fonction de ce qu'ils « sentent » devoir faire. Non seulement cette démarche est égocentrique, mais elle n'offre aucune ligne directrice pour développer une stratégie globale de libération.

Une action basée sur la « brillante idée » de quelqu'un a ses limites. On a plutôt besoin d'actions basées sur une réflexion sérieuse, sur la prise en compte de « l'étape suivante » qui sera nécessaire pour abattre le dictateur. Sans analyse stratégique, les meneurs de la résistance ne savent pas très bien ce que devrait être l'étape suivante, par manque d'études sérieuses des chemins de la victoire et de ses étapes spécifiques. La créativité et les bonnes idées sont très importantes, mais elles doivent être utilisées dans le but de faire avancer la situation stratégique des forces démocratiques.

Étant très au fait de la multitude d'actions qui pourraient être entreprises contre la dictature, mais ne sachant par lesquelles commencer, certains conseilleront de « faire tout à la fois ». Cela serait plus facile, mais n'est évidemment pas possible, notamment pour les mouvements relativement faibles. De plus, cette approche ne fournit aucun indice pour savoir où commencer, où concentrer ses efforts et comment utiliser des ressources souvent limitées.

D'autres personnes ou groupes saisissent le besoin de planification mais ne savent pas y réfléchir autrement qu'à court terme ou sur des bases tactiques. Ils ne peuvent pas concevoir qu'une planification à long terme soit nécessaire ou même possible. Ils peuvent parfois être incapables de réfléchir et d'analyser en termes stratégiques, ce qui les conduit à s'égarer constamment dans des questions peu significatives, le plus souvent pour répondre aux actions de l'adversaire, au lieu de garder l'initiative pour la résistance démocratique. En dépensant tant d'énergie dans des activités à court terme, ces dirigeants négligent l'exploration d'autres possibilités d'action qui pourraient rediriger l'ensemble des efforts du mouvement toujours vers son but.

D'autres mouvements démocratiques omettent aussi de préparer une stratégie complète et ne s'intéressent qu'aux questions immédiates, mais ceci pour une autre raison : au fond d'eux-mêmes, ils ne croient pas que la dictature puisse être abattue par leurs propres efforts. Ils considèrent donc la planification comme une perte de temps romantique ou un exercice futile. Un peuple en lutte pour la liberté contre une dictature bien établie est souvent confronté à des forces militaires et à une police si puissantes que le dictateur leur paraît jouir d'un potentiel d'action illimité. En l'absence d'espoir réel, ces gens se mettent néanmoins à défier la dictature par principe et peut-être pour l'*Histoire*. Bien qu'ils ne l'admettent jamais, ou qu'ils n'en soient pas même tout à fait conscients, leurs actions leur paraissent sans espoir.

C'est ainsi que pour eux, la planification stratégique n'a pas d'intérêt.

Le résultat de tels manques de planification stratégique est souvent désastreux : on dissipe ses forces, on gaspille son énergie à résoudre des problèmes mineurs, les avantages ne sont pas exploités et les sacrifices n'ont abouti à rien. Si les démocrates ne planifient pas une stratégie, ils n'atteindront probablement pas leurs objectifs.



De même, un mélange grossier d'activités mal planifiées ne suscitera pas la résistance. Au contraire, il permettra probablement à la dictature de renforcer son contrôle et son pouvoir. Malheureusement, comme des plans stratégiques clairs ne sont que rarement, – voire jamais – développés, les dictatures apparaissent plus durables qu'elles ne le sont en réalité. Elles survivent des années ou des décennies, bien plus qu'elles ne le devraient.

### **Quatre termes importants de la planification stratégique**

Afin de mieux réfléchir de manière stratégique, nous devons clarifier le sens de quatre termes fondamentaux.

La *stratégie globale* est la conception qui coordonne et dirige l'utilisation de toutes les ressources disponibles et nécessaires (économiques, humaines, morales, politiques, organisationnelles, etc.) pour un groupe cherchant à atteindre ses objectifs dans un conflit.

La stratégie globale, en se concentrant sur les objectifs et les ressources du groupe en conflit, détermine la technique d'action la plus appropriée dans un conflit (comme la guerre militaire conventionnelle ou la lutte nonviolente). Pour programmer la stratégie globale, les chefs de la résistance doivent évaluer et prévoir les types de pressions et d'influences qui devront être utilisées pour peser sur l'adversaire. De plus, la stratégie globale doit définir la nature des conditions propices au lancement des éventuelles campagnes de résistance, ainsi que leur déroulement dans le temps.

La stratégie globale met en place le cadre fondamental dans lequel s'inséreront des stratégies de lutte plus limitées. Elle répartit les grandes tâches et alloue les ressources aux différents groupes.

La *stratégie* est le concept qui détermine les voies pour atteindre au mieux certains objectifs dans le conflit, tout en respectant la stratégie globale retenue. La stratégie définit quand et comment il faut se battre, ainsi que la manière d'obtenir l'efficacité maximale dans la lutte pour arriver à ses fins. Alors que la stratégie peut être comparée à l'oeuvre de l'artisan, la stratégie globale est le projet global de l'architecte.

La stratégie peut aussi inclure les efforts pour parvenir à une situation stratégique très avantageuse, de manière à ce que les adversaires s'aperçoivent d'emblée que l'ouverture des opérations conduirait à leur défaite et qu'il vaut mieux capituler que de s'engager dans une confrontation ouverte. Si cela ne se produit pas, l'amélioration de la situation stratégique rend certain le succès des opposants. La stratégie comprend aussi la manière d'agir afin de faire bon usage des succès rencontrés.

Appliqué au combat lui-même, le plan stratégique indique les idées de base du déroulement de la campagne et la manière dont ses différents composants doivent être ajustés en vue d'atteindre le plus facilement possible les objectifs. Cela comprend le déploiement habile de groupes d'action particuliers dans de plus petites opérations. Une planification judicieuse doit prendre en considération les prés requis au succès propres aux techniques adoptées.

Chaque technique a ses exigences. Cependant, il ne suffit pas de s'en contenter pour assurer le succès. Des facteurs supplémentaires doivent être réunis.

Alors qu'ils conçoivent les stratégies, les démocrates doivent définir clairement leurs objectifs et évaluer l'efficacité des efforts déployés pour les atteindre. Cette analyse rigoureuse permet au stratège d'identifier ce qu'exige la sécurisation de chaque objectif sélectionné. Ce besoin de clarté et de définitions s'applique également à la planification tactique.

Les tactiques et les méthodes d'action sont utilisées pour mettre en oeuvre les stratégies. La *tactique* est l'art d'utiliser ses forces de la manière la plus habile dans un cadre limité. Une tactique est une action limitée employée pour atteindre un objectif restreint. Le choix des tactiques est guidé par la recherche de l'utilisation optimale des moyens disponibles dans une phase restreinte du conflit, ceci pour mettre en oeuvre la stratégie. Afin d'être plus efficaces, les tactiques et les méthodes doivent être choisies et appliquées en gardant à l'esprit qu'elles s'inscrivent dans la réalisation des objectifs stratégiques. Les gains tactiques qui ne contribuent pas à la progression vers les objectifs stratégiques pourraient à la longue être un gaspillage d'énergie.

Une tactique s'inscrit donc dans une chaîne d'actions limitée et s'insère dans la stratégie, de la même manière qu'une stratégie s'insère dans la stratégie globale.

Les tactiques s'inscrivent toujours dans la lutte, alors que les stratégies se rapportent à des considérations plus larges. Une tactique particulière ne peut se comprendre que comme partie de la stratégie d'ensemble d'une bataille ou d'une campagne. Les tactiques s'appliquent sur des périodes plus courtes que les stratégies, ou dans des secteurs plus petits (géographiques, institutionnels, etc.).

Elles sont mises en oeuvre par un nombre limité de personnes pour des objectifs limités. S'agissant d'action nonviolente, la distinction entre un objectif tactique et un objectif stratégique recoupe partiellement celle entre un objectif mineur et un objectif majeur.

Les engagements tactiques offensifs sont sélectionnés afin qu'ils contribuent à ce que des objectifs stratégiques soient atteints. Les engagements tactiques sont les outils qui permettent aux stratèges de créer les conditions favorables pour livrer des attaques décisives contre l'adversaire.

Il est donc important que ceux qui reçoivent la responsabilité de la planification et de l'exécution des opérations tactiques soient capables d'évaluer la situation et de choisir en conséquence les méthodes les plus appropriées. Ceux qui sont susceptibles de participer doivent être formés à l'utilisation de la technique choisie et des méthodes spécifiques au domaine de la lutte.

La *méthode* se réfère aux armes spécifiques ou aux moyens d'action. S'agissant de la technique de lutte nonviolente, elle comprend d'innombrables formes d'action particulières (telles que les différentes formes de grèves, de boycotts, d'actions de noncoopération politique, etc.) citées au chapitre cinq (voir aussi l'Annexe).

Le développement d'un plan stratégique de lutte nonviolente responsable et efficace dépend de la formulation et de la sélection rigoureuse de la stratégie globale, des stratégies, des tactiques et des méthodes.

La principale leçon à retenir de cette discussion est la suivante. Pour se libérer d'une dictature

il faut une planification stratégique rigoureuse qui mette en œuvre toutes nos capacités intellectuelles. L'incapacité à mener une planification intelligente peut conduire au désastre, alors qu'un travail intellectuel efficace permet une utilisation judicieuse des ressources disponibles pour porter la société vers la liberté et la démocratie.

### **Les objectifs des défenseurs civils**

Pour résister à un coup d'État, les résistants auront pour objectif de :

- Rejeter les putschistes comme illégitimes et sans aucun droit à gouverner ;
- Rendre la société ingouvernable par les attaquants
- Empêcher l'imposition par les putschistes d'un gouvernement viable ;
- Conserver le contrôle et l'autonomie de leur propre société ;
- Transformer les institutions sociales en organisations de résistance omniprésentes contre un coup ;
- Empêcher les putschistes d'atteindre tout objectif supplémentaire ;
- Rendre inacceptables les coûts de l'attaque et les tentatives de domination ;
- Miner la fiabilité et la loyauté des troupes et fonctionnaires des putschistes, et les pousser à la désertion ;
- Encourager la discorde et l'opposition parmi les supporters des putschistes ;
- Stimuler l'opposition internationale envers le coup d'État, par les moyens de pression diplomatique, économique et d'opinion publique contre les attaquants ; et
- Obtenir un soutien international dans le domaine des communications, des finances, de la nourriture et autres ressources.

### **Faire face à l'attaque : répudiation et rejet**

Dès les premières heures, dès les premiers jours et semaines après une tentative de coup d'État, il est essentiel de lancer des actions rapides et fortes pour empêcher les putschistes d'être acceptés et de mettre en place un contrôle efficace de l'appareil d'État et de la société. Pour vaincre le coup rapidement, il faudra lancer sur-le-champ une stratégie de répudiation et de rejet des putschistes et de leur attaque. Cette stratégie pourra associer la répudiation des prétentions de légitimité des putschistes et le rejet de la collaboration.

Elle impliquera une noncoopération totale ou presque totale avec les putschistes. Un effondrement du coup d'État dès son apparition évitera de s'engager dans une lutte à long terme contre un régime oppressif retranché et donc bien plus fort.

Les tentatives de coups d'État sont en général très vulnérables dans leurs premières heures, dans leurs premiers jours ; il est donc vital que les défenseurs anti-coup entreprennent de suite une action résolue contre les attaquants.

La défense doit être assez généralisée dans toutes les strates de la société pour constituer une répudiation résolue des putschistes. Les attaquants lanceront des appels à « l'unité nationale » – donc au soutien populaire – et demanderont qu'on leur donne le temps de prouver leurs bonnes intentions  
– donc de consolider leur pouvoir. Il faut rejeter ces appels.

### **Bloquer le contrôle des putschistes**

Les politiciens, fonctionnaires et juges, peuvent empêcher les putschistes de prendre le contrôle de l'appareil d'État et des tribunaux s'ils décident d'ignorer ou de défier les ordres

illégaux des attaquants

– comme ce fut le cas en Allemagne lors du *Putsch* de Kapp de 1920.

Le corps législatif ne devrait ni recevoir les putschistes en personne ni obéir à leurs ordres ou demandes. L'assemblée devrait au contraire continuer à se réunir et à opérer selon la constitution en vigueur, à moins que, ou jusqu'à ce que, ses membres soient physiquement évacués par les forces des putschistes. Le corps législatif peut aussi se disperser après avoir appelé la population et le gouvernement à résister au coup d'État. Les membres du corps législatif pourront alors se joindre à la population pour participer autrement à la lutte de défense.

Le trésor public et les banques privées devront refuser de fournir des fonds ou d'accorder des crédits aux putschistes. En 1920 par exemple, la *Reichsbank* d'Allemagne refusa de donner de l'argent aux putschistes, en déclarant que le nom du Docteur Kapp, l'un des leaders du coup d'État, ne figurait pas sur la liste des signataires autorisés à retirer des fonds publics.

La magistrature devrait déclarer que les putschistes et leurs partisans sont un groupe illégal et anticonstitutionnel. Les tribunaux continueront à opérer en se conformant aux lois et à la constitution en vigueur avant l'invasion. Les magistrats s'efforceront de refuser aux attaquants toute assistance morale, légale et répressive, même s'ils doivent pour cela fermer les tribunaux. Le maintien de l'ordre serait en ce cas assuré par les pressions sociales, la solidarité et les sanctions nonviolentes, par exemple au moyen de tribunaux clandestins et de médiateurs indépendants.

L'administration gouvernementale et les fonctionnaires opposeront un refus général d'obéissance aux putschistes, comme ce fut le cas lors de la résistance au *Putsch* de Kapp. Alternativement, les employés et fonctionnaires peuvent simplement poursuivre leurs activités selon les directives antérieures, en ignorant les ordres des putschistes, et en entravant la mise en place de nouvelles directives.

La police peut être très efficace en défiant ouvertement les putschistes, en refusant d'obéir aux instructions illégitimes tout en s'efforçant d'effectuer ses obligations normales. En cas de contrainte extrême, elle pourra simuler l'obéissance aux ordres des putschistes, mais sans jamais les appliquer, en s'y soustrayant ou en étant délibérément inefficace.

Les journalistes et imprimeurs, refusant de se soumettre à la censure des putschistes, pourront publier des journaux interdits, des bulletins d'informations et autres publications, par de nombreuses petites éditions ou une édition importante.

Le personnel des médias pourra diffuser des programmes de radio à partir d'émetteurs clandestins, dans des régions non contrôlées, voire depuis l'étranger. C'est ainsi que le Président de Gaulle et le Premier ministre Debré ont diffusé des appels par radio depuis Paris à l'intention des appelés et des officiers du contingent français impliqués dans le coup d'État en Algérie, leur enjoignant de désobéir à leurs officiers rebelles.

On s'efforcera dans un même temps de persuader ceux qui participent au coup d'État, en particulier les hommes de troupe et les employés subalternes des organisations qui ont ordre de soutenir le coup, qu'ils doivent refuser les ordres d'exécuter des activités illégales. Si ces

personnes encourent de gros risques, elles pourront s'y soustraire ou se fondre dans la population plutôt que de soutenir l'usurpation anticonstitutionnelle.

Il est arrivé que des résistants à une oppression gouvernementale tentent activement de se rapprocher des troupes sous commandement hostile, pour les convaincre de modérer leurs actes de répression ou même de rejoindre la résistance démocratique. Ces efforts ont parfois été couronnés de succès. Les résistants aux coups d'État doivent être conscients de ces options et être prêts à les appliquer.

L'impact cumulé de cette non coopération institutionnelle est d'empêcher les leaders du coup de contrôler le gouvernement et la société.

En bloquant ce contrôle, les défenseurs maintiennent et même augmentent leur capacité à poursuivre une résistance à long terme, au cas où le coup d'État ne s'effondrerait pas rapidement.

### **Défier la répression et l'intimidation**

Les putschistes seront sérieusement menacés par une défense anti-coup forte et bien préparée, et risquent donc de réagir par la répression. Ce sera bien sûr une période difficile pour les défenseurs et l'ensemble de la population. Les défenseurs risquent de subir de lourdes pertes, d'être arrêtés, emprisonnés, frappés, internés en camps de concentration, fusillés ou exécutés. Les mesures répressives ne sont cependant pas décisives *par elles-mêmes*, à moins qu'elles suscitent la crainte et la soumission des défenseurs. En fait la répression des opposants démontre la puissance de la lutte nonviolente, et n'est pas plus source de désespoir que si, lors d'un conflit ordinaire, l'ennemi ouvre le feu en représailles, blessant et tuant les troupes des résistants.

Pour contrer une défense anti-coup, la répression peut s'efforcer de briser la résistance et inspirer la peur. Les Chinois ont un proverbe pour cela : « Tuer le poulet pour effrayer le singe ».

Si toutefois, comme cela s'est passé dans de nombreux conflits, les résistants et la population refusent de se laisser intimider, de se soumettre passivement, alors la répression peut échouer. La défiance nonviolente peut entraîner de lourdes pertes, mais certainement *bien moindres* que lorsque les deux côtés recourent à la violence.

De plus, pour les résistants, persister dans la lutte nonviolente contribue bien plus à la réussite que de choisir la violence pour combattre un adversaire préparé à la lutte armée.

Les putschistes peuvent se montrer impitoyables, allant jusqu'à en tuer le chef de l'État ou d'autres leaders politiques. Ces actes brutaux ne servent pas uniquement à effrayer la population pour qu'elle accepte le coup. Ces meurtres libèrent aussi la place pour les putschistes à la tête du gouvernement. Les préparatifs anti-coup doivent donc prévoir clairement une ligne de succession politique, au minimum pour plusieurs remplaçants.

### **Tentatives pour prévenir les coups d'État**

Bien évidemment, il est préférable d'avoir prévenu les tentatives de coups d'État que d'avoir à se défendre contre elles. Il est donc primordial de savoir comment prévenir et bloquer les coups d'État.

Dans beaucoup de démocraties constitutionnelles, on présume que la démocratie est à l'abri si la constitution et la loi interdisent les coups d'État. L'histoire prouve que cela est faux ; nombreux sont les pays qui s'en sont aperçus à leurs dépens. Des démocraties dont la constitution comporte des dispositions ou des lois contre les tentatives illégales de prise de contrôle de l'État, ont elles-mêmes succombé à des putschs.

Ces interdits légaux sont utiles, mais ils ne suffisent pas à bloquer des coups d'État. Ceux-ci sont en fait toujours fomentés par des groupes qui n'ont aucun scrupule à violer les barrières constitutionnelles et légales pour atteindre leur objectif. Ces dispositions constitutionnelles et légales ne sont pas inutiles, mais elles sont insuffisantes. Il faut se donner les moyens de les faire respecter.

Des personnes et des groupes qui n'hésitent pas à pousser à l'écart ou à assassiner des membres de l'exécutif afin de prendre le pouvoir, n'auront aucun scrupule à enfreindre les barrières constitutionnelles ou légales. Des groupes armés déterminés à « sauver la nation » ou à établir leur propre domination, ne s'arrêteront pas à des considérations légales. Des partis politiques disciplinés qui se considèrent comme les sauveurs du peuple et les bâtisseurs d'une société future idéale ne reculeront devant aucun obstacle pour prendre le pouvoir afin d'accomplir leur mission.

Il faut s'efforcer d'éradiquer les griefs légitimes de la société, mais cela non plus ne suffit pas. Ces griefs peuvent motiver sincèrement des putschistes potentiels, ou leur servir seulement d'excuse pour un coup tenté pour des motifs moins honorables.

Condammations et sanctions internationales ont également peu de chances de dissuader des putschistes déterminés.<sup>11</sup> Il serait naïf de croire

Il faut reconnaître toutefois que dans certaines circonstances, une intervention étrangère peut bloquer, voire neutraliser un coup d'État, en particulier lorsqu'une invasion militaire écrasante est possible, comme lors de l'intervention américaine à la Grenade en 1983. Le fait est qu'il s'agit là de cas exceptionnels, et ces moyens ne sont pas loyaux. Leur recours prive la population locale de tout contrôle sur la situation. Il est très facile de sous-estimer les difficultés auxquelles seraient confrontés les États-Unis, ou toute autre superpuissance future, si elles adoptaient que les pressions internationales (condamnations et sanctions) pourront prévenir ou déloger une prise de pouvoir domestique. Au mieux elles pourront renforcer les capacités d'une population motivée pour bloquer les tentatives d'usurpation.

Parfois, certaines influences étrangères soutiennent le coup d'État, ou même sont à l'origine de son instigation, comme le gouvernement des États-Unis l'a fait plusieurs fois.

Il faut donc à l'évidence quelque chose de plus : il faut opposer des barrières fortes aux coups d'État. Ce livret montrera comment ériger ces barrières à l'intérieur du pays, en préparant une politique de défense anti-coups. Cette politique n'aurait pas uniquement le potentiel de mettre en échec les coups d'État. Elle pourrait aussi faire office de dissuasion envers ces attaques, s'appuyant sur la capacité d'une défense efficace.

Les coups d'État ont si souvent réussi que les populations ont tendance à penser qu'il n'existe pas de parade, qu'on ne peut ériger des barrières efficaces. La confusion et le sentiment d'impuissance qui accompagnent souvent les putschs sont une politique menaçant d'intervenir

militairement pour bloquer toute tentative de coup d'État à l'étranger. Steven R. David les indique en ces termes : « Les difficultés inhérentes au fait de protéger certains régimes des conséquences de menaces militaires à grande échelle, sont sans commune mesure avec les problèmes bien plus complexes liés à la mise en place de stratégies pour les protéger de coups d'État fomentés à l'intérieur de leur territoire. » aggravés par l'absence de planification, de préparation et de formation de la population. Souvent le coup est soutenu par les forces armées supposées protéger la société, contre lesquelles on ne peut s'opposer militairement, l'angoisse et le désespoir augmentent alors au sein de la population.

### **Des coups d'État ont été vaincus**

Le problème de la mise en échec des coups d'État semblerait insoluble, si l'on oubliait que certains coups d'État ont été vaincus. Malgré des conditions souvent adverses, des civils ont parfois été capables d'empêcher des prises de pouvoir illégales. Ces exemples sont remarquables.

Des coups d'État ont échoué parce que le refus de coopérer et d'obéir avait rompu la liaison prévue entre le contrôle *physique* des organes officiels et le contrôle *politique* de l'État. Des fonctionnaires, bureaucrates, militaires et autres employés de l'État ont parfois refusé fermement de coopérer avec les putschistes, leur refusant le contrôle de l'appareil d'État. Des coups d'État ont aussi été mis en péril par la rupture du lien entre le contrôle des commandes centrales de l'État et le contrôle de la société – qui comprend les institutions sociales indépendantes, les communes, et la population dans son ensemble. Les putschistes ont souvent cru qu'il suffisait de dominer les structures de l'État pour obtenir le contrôle politique et social. Cependant, si toutes ces composantes de la société refusent de se soumettre, les dirigeants du coup d'État ne peuvent pas former un gouvernement durable.

En août 1991, en ex-Union soviétique, la tentative de coup d'État de la ligne dure a échoué grâce à la noncoopération massive qu'elle a rencontrée. Il y a eu d'autres exemples notables de défense anti-coup en 1920 en Allemagne contre le *Putsch* de Kapp (qui menaçait la jeune république de Weimar), puis en 1961 en France contre la révolte des généraux d'Alger (qui espéraient garder l'Algérie française en délogeant le gouvernement de Gaulle-Debré). Dans ces trois cas, et quelques autres, les coups d'État ont été mis en échec par une résistance civile nonviolente.

Il est plus rare que des actions sérieuses de soutien diplomatique et économique international soient employées ou brandies, comme lors du coup de 1991 en Union soviétique.

Le 12 mars 1920, des unités non officielles de *Freikorps* (les corps francs) formées d'ex-soldats et de civils, ont occupé Berlin lors d'un coup contre la République de Weimar, sur l'instigation du Dr. Wolfgang Kapp et du Lieutenant-général Walter von Lüttwitz. L'objectif du coup était de mettre en place un régime autoritaire composé « d'experts ». La petite armée allemande resta « neutre ». Le gouvernement démocratique légitime du Président Friedrich Ebert prit la fuite. Malgré son manque de préparation, le coup aurait pu réussir s'il n'avait pas rencontré de résistance.

Le gouvernement légal déclara que les citoyens ne devaient obéir qu'à lui, et que les provinces devaient refuser toute coopération avec le groupe de Kapp. À la suite du déclenchement d'une grève des travailleurs à Berlin, un appel à la grève générale fut lancé au

nom du Président Ebert et de ses ministres sociaux démocrates –bien que sans leur aval officiel.

Les Kappistes furent rapidement confrontés à une noncoopération à grande échelle de la part des fonctionnaires et des administratifs conservateurs, entre autres. Des personnalités qualifiées refusèrent d'accepter les postes ministériels offerts par le nouveau régime. La répression des adjoints fut sévère, et quelques grévistes furent fusillés. Mais la non coopération alla en s'amplifiant, jusqu'à paralyser Berlin par une grève générale. La Banque nationale refusa d'avancer des fonds aux usurpateurs. Le 17 mars la Police de sécurité de Berlin exigea la démission de Kapp.

Il s'enfuit en Suède le jour même, nombre de ses assistants quittèrent Berlin en civil, et Lüttwitz démissionna. Les Freikorps évacuèrent alors Berlin, tuant et blessant au passage les civils qui protestaient.

La défaite du coup fut le résultat de l'action combinée des travailleurs, des fonctionnaires, des bureaucrates, et de l'ensemble de la population, qui refusèrent la collaboration populaire et administrative nécessaire aux usurpateurs. La république de Weimar survécut, avant d'être confrontée à d'autres graves problèmes internes. Le bilan financier de la résistance au coup manqué fut modeste, et les adjoints avaient tué et blessé quelques centaines de personnes.

Président Charles de Gaulle annonça qu'il abandonnait les efforts pour garder l'Algérie française.

En réponse, dans la nuit du 21 au 22 avril, des unités militaires françaises postées en Algérie se rebellèrent et prirent le contrôle de la capitale Alger et de points névralgiques alentour.

Cependant, le coup d'État ne pouvait réussir sans remplacer le gouvernement légal à Paris. Le 23 avril, partis politiques et syndicats organisèrent en France des manifestations de masse, appelant à une grève générale d'une heure le lendemain. Le soir même, de Gaulle prononça à la radio un discours, entendu aussi en Algérie, pour appeler la population à défier les rebelles, à leur désobéir et à employer « tous les moyens » pour leur barrer la route. « J'interdis à tout Français, et d'abord à tout soldat, d'exécuter un seul de leurs ordres ». Le Premier ministre Debré annonçant qu'il y avait un risque d'attaque aérienne depuis Alger, mais, au lieu d'ordonner une résistance militaire, il appela la population à passer à l'action : « Dès que les sirènes retentiront, allez-y (dans les aéroports) à pied ou en voiture, pour convaincre ces soldats trompés de leur lourde erreur ».

Des copies du discours de de Gaulle furent distribuées un peu partout par la population et les soldats français loyaux en Algérie. De Gaulle déclara par la suite : « À partir de là, la révolte se heurta sur place à une résistance passive qui se renforça d'heure en heure ».

Le 24 avril, dix millions de travailleurs prirent part à la grève générale symbolique d'une heure. Aux aérodromes, des civils se préparèrent à obstruer les pistes avec leurs véhicules pour empêcher toute tentative d'atterrissage. L'Algérie fut soumise à un blocus financier et maritime.

Les troupes françaises loyalistes en Algérie agirent pour miner la rébellion. Les deux tiers des avions de transport disponibles et de nombreux chasseurs décollèrent d'Algérie, tandis que d'autres pilotes bloquaient des aérodromes ou feignaient des ennuis mécaniques. Des



fantassins ne sortaient plus de leurs casernes. Il y eut de nombreux cas d'inefficacité délibérée : ordres et dossiers « égarés », communications et transports retardés. Des fonctionnaires cachaient des documents et quittaient leur poste.

Le 25 avril, à la radio, de Gaulle ordonna aux troupes loyales d'ouvrir le feu sur les rebelles, mais ce ne fut pas nécessaire. Le putsch était déjà anéanti. Les meneurs se résignèrent à abandonner leur tentative de coup d'État ; dans la nuit du 25 au 26 avril le régiment de parachutistes qui avait pris Alger se retira de la ville.

Il y eut peu de victimes, sans doute trois morts et quelques blessés en Algérie et à Paris. L'attaque sur le gouvernement de Gaulle fut vaincue par des attitudes de défiance et de subversion.

Le 18 août 1991, décidés à bloquer la décentralisation radicale du pouvoir en Union soviétique, un groupe d'officiels soviétiques de la ligne dure se saisit du Président Mikhaïl Gorbatchev adjoint et exigea qu'il remette tous ses pouvoirs exécutifs à son vice-président. Gorbatchev refusa.

Ce « Comité d'État pour l'état d'urgence » comme il s'était baptisé, comprenait entre autres le Vice-président, le Premier ministre, le Ministre de la défense, le président du KGB, et le Ministre de l'intérieur ; il proclama un « état d'urgence » de six mois. Les journaux d'opposition et les manifestations furent interdits, les partis politiques suspendus (sauf le parti communiste). Le premier décret de la junte affirmait la suprématie de la constitution soviétique sur celles des républiques et rendit obligatoire l'obéissance aux ordres du Comité d'urgence.

La junte semblait disposer de l'ensemble des forces armées de l'Union soviétique. Divisions blindées et régiments de parachutistes furent déployés dans Moscou. Les militaires partisans du putsch bloquèrent les ports principaux des États baltiques, où ils prirent le contrôle du téléphone, de la radio et de la télévision. Des unités d'assaut blindées, postées à l'extérieur de Leningrad, firent route sur la ville.

À Moscou, des dizaines de milliers de personnes descendirent spontanément dans les rues pour dénoncer le coup. Dans une spectaculaire démonstration de défiance, Boris Eltsine, le Président de la Fédération de Russie, grimpa sur un tank hostile et dénonça l'action des putschistes comme « un coup anticonstitutionnel de la droite réactionnaire. » Eltsine proclama : « Toute décision ou directive de ce comité est illégale » ; il appela les citoyens à rejeter les putschistes et les soldats à refuser de prendre part au coup d'État.

Eltsine conclut en appelant à une « grève générale illimitée. » Plus tard ce même jour, Eltsine enjoignit à tous les membres des forces armées et du KGB de la République russe de lui obéir à lui et non aux putschistes.

Des milliers de personnes se regroupèrent devant la « Maison blanche » russe (l'immeuble du parlement) pour le protéger en cas d'attaque.

Des barricades furent érigées, des trolleybus et des voitures bloquèrent les rues. L'appel à la grève générale ne fut guère suivi sauf cependant par les mineurs de charbon de la Kouzbass, près de Sverdlovsk.

Les putschistes décrétèrent un état d'urgence spécial à Moscou, à cause des « rassemblements,

défilés, manifestations, et de cas d'incitation à l'émeute. » La deuxième nuit du coup, les organisateurs de la résistance collèrent des affichettes dans le métro, appelant à une manifestation de masse pour le lendemain devant la « Maison blanche. »

À Leningrad, 200 000 personnes se rassemblèrent en réponse à l'appel du Maire Anatoly Sobchak pour « une résistance constitutionnelle la plus large possible » au coup d'État. Des dizaines de milliers de Moldaves bloquèrent les rues pour empêcher les troupes soviétiques de passer. Les dirigeants de l'Ukraine et du Kazakhstan dénoncèrent le coup d'État. À Minsk, une immense manifestation appela à la désobéissance civile de masse. En Lituanie, le Président Landsbergis appela les citoyens à encercler le parlement de Vilnius, pour le protéger d'une attaque. Les parlements de Lettonie et d'Estonie, réunis en session d'urgence, proclamèrent leur indépendance totale vis-à-vis de l'Union soviétique.

À Moscou, les journaux interdits imprimèrent en secret *La Déclaration commune* qui appelait les citoyens à résister. Un émetteur radio offert permit au gouvernement Russe de transmettre les informations sur la résistance à tout le pays grâce aux stations de relais locales. La radio indépendante

« *L'Écho de Moscou* » continua d'émettre malgré l'interdiction, retransmettant en direct les discours d'une session d'urgence du parlement russe.

Bravant l'interdiction, les techniciens de la Télévision russe enregistrèrent leurs programmes d'information sur cassettes vidéo et les distribuèrent dans une vingtaine de villes de l'Union soviétique.

Les officiels des médias contrôlés par l'État refusèrent de coopérer avec les putschistes. Les discours provocateurs de Eltsine et Sobchak furent diffusés sur le programme d'infos du soir, que le censeur du KGB du Comité d'urgence choisit de ne pas censurer. Par la suite, le premier

Vice-président de la Télévision soviétique reçut un appel du Ministre de l'intérieur Pugo : « Vous avez désobéi à deux ordres... Vous avez donné des instructions à la population sur où elle devait aller et ce qu'elle devait faire. Vous aurez à répondre de ces actes. » La foule des manifestants grossit encore cette nuit-là devant la Maison blanche, pour protéger le gouvernement russe.

Il y eut des efforts concertés pour miner la loyauté des forces putschistes. Les soldats reçurent des tracts et de la nourriture. Des citoyens s'efforçaient de convaincre les équipages des tanks de désobéir aux putschistes. Eltsine appela à la discipline : « Ne provoquez pas les soldats. L'armée est devenue une arme aux mains des putschistes. Nous devons donc nous aussi soutenir les soldats et maintenir l'ordre et la discipline dans nos contacts avec eux. »

Des unités militaires désertèrent les putschistes.

Dix tanks postés face à la Maison blanche tournèrent leurs tourelles vers l'extérieur, s'engageant à aider à protéger le parlement en cas d'attaque. Il y eut des mutineries contre les putschistes à la Base navale de Leningrad et dans une académie de formation des parachutistes.

Des unités d'Extrême-Orient refusèrent de soutenir la junte. Dans la république russe, les

unités de la police du ministère de l'intérieur et du KGB déclarèrent leur loyauté à Eltsine. doutant de la loyauté des troupes, le Ministre de la défense Yasov ordonna à la division Tula de quitter ses positions aux abords de la Maison blanche. Craignant lui aussi que la police de Moscou soit déloyale aux putschistes, le Ministre de l'intérieur Pugo déclara sa dissolution.

Le deuxième jour du coup, dans l'après-midi, les putschistes tentèrent de rassembler un nouveau groupe d'assaut pour attaquer la Maison blanche russe. Les parachutistes de l'Armée et les forces du Ministère de l'intérieur devaient encercler le bâtiment, dégagant l'accès pour une attaque par le groupe d'élite Alpha du KGB.

Cependant, le chef des parachutistes de l'Armée et le commandant des Forces aériennes russes refusèrent de participer à l'attaque. Quelques heures avant l'attaque prévue, le commandant du groupe Alpha du KGB déclara qu'il n'engagerait pas ses troupes. « Il n'y aura pas d'attaque. Je n'irai pas contre le peuple. »

Le lendemain matin, le Conseil de la défense de l'Union soviétique vota pour le retrait des troupes de Moscou. Les membres du Comité d'urgence furent arrêtés (l'un d'eux se suicida). Le Président adjoint revint au pouvoir. Il y eut peu de victimes – cinq personnes en tout périrent dans cette tentative de coup d'État. Le coup avait été vaincu. La noncoopération massive du public et la désobéissance des militaires firent échec à la tentative des faucons pour revenir à un régime autoritaire.

Ces trois exemples de résistance réussie – Allemagne en 1920, France en 1961, et Russie en 1991 – démontrent qu'il est possible de mener une résistance victorieuse aux coups d'État. On peut certes citer d'autres cas où une résistance similaire a échoué, mais l'existence de réussites démontre que, dans certaines conditions au moins, des coups d'État peuvent être vaincus.

### **Défense anti-coup**

Il y a beaucoup d'enseignements à tirer de l'étude des coups d'État ; comment ils se sont déroulés et comment on peut les vaincre. On s'aperçoit qu'il n'est nullement nécessaire de rester passif et impuissant face à ces attaques contre la liberté et la justice. La défense peut être menée par la société même qui subit l'attaque.

Le point fondamental de cet essai est qu'il est possible d'avoir une politique de défense contre les coups d'État. L'essence de cette politique de défense est double : (1) Il faut refuser toute *légitimité* à ceux qui attaquent le système constitutionnel pour remplacer le gouvernement élu par un régime de leur choix – ils n'ont pas le droit politique ou moral de devenir le gouvernement, et (2) il faut leur refuser toute *coopération* – aucun membre du gouvernement ou du public ne doit les aider ou leur obéir de quelque manière que ce soit.

Lors d'un coup d'État, la prise des immeubles officiels, des centres de communication et de transport, et des points géographiques cruciaux, ne se fait pas au hasard. L'objectif est de prendre le contrôle de l'appareil d'État, et donc du pays dans son ensemble. Les putschistes doivent s'assurer de ce contrôle général afin de réussir leur coup d'État.

Cependant, la prise de ces points névralgiques ne suffit pas à donner aux putschistes le contrôle qu'ils cherchent à exercer sur le gouvernement et la société. Au début, ils ne contrôlent pas la population, les organisations politiques, économiques et sociales, les structures gouvernementales, ni même l'ensemble des forces armées ou de la police. Ils ne sont pas non plus en position d'atteindre immédiatement des objectifs idéologiques éventuels. Une fois que leurs forces militaires ou paramilitaires occupent les bâtiments officiels et les centres névralgiques de communication et de transport, il s'ensuit inévitablement une période cruciale durant laquelle les putschistes doivent établir et renforcer leur contrôle. Même en l'absence de résistance, l'obtention de ce contrôle requiert du temps et des efforts. Cette nécessité de renforcer le contrôle – et le temps que cela prend – rend possible une défense effective par la société.

### **À quel moment peuvent se produire les coups d'État ?**

Dans certains pays comme la Suisse ou la Norvège, un coup d'État d'origine interne est impensable.

Certaines conditions ont tendance à l'empêcher.

Quand les procédures constitutionnelles démocratiques en place sont respectées et offrent des moyens pacifiques institutionnalisés de résoudre les conflits internes, de changer de gouvernement, et de demander des comptes aux officiels, il y a moins de risque de coup d'État. Si les groupes qui en ont la capacité – comme l'armée – croient au processus démocratique et respectent les limites légales de leur autorité, ils sont moins susceptibles de mener un coup d'État. Ils peuvent au contraire faire preuve de modération, conscients qu'il serait contre-productif d'organiser un putsch.

La structure sociale de la société exerce aussi une influence déterminante sur l'éventualité d'un coup d'État. Lorsque les institutions civiles, non-gouvernementales, de la société sont fortes et fonctionnent démocratiquement, tandis que les institutions militaires et les partis politiques anti-démocratiques ont relativement moins de poids, l'éventualité d'un coup d'État est peu probable.

Lorsque la société fonctionne dans une certaine harmonie, les putschs sont improbables.

Cette situation est cependant rare, et n'est pas nécessaire pour empêcher un putsch. Si les problèmes internes sont relativement limités et peuvent se résoudre par des moyens pacifiques et institutionnalisés, le risque est également réduit.

De même, s'il s'agit de conflits graves qui peuvent être abordés de manière non-violente plutôt que par une violence interne, il n'y a plus de prétexte de putsch pour un groupe s'appuyant sur la promesse de mettre fin à la violence et de rétablir l'ordre. Si les politiciens s'efforcent de servir la société et de lutter contre la corruption, l'un des éléments « justifiant » un coup leur manque.

Si par contre ces conditions ne sont pas réunies, la société peut être victime d'un coup d'État. Les bases des systèmes politiques démocratiques peuvent être superficielles ou érodées.

Le gouvernement peut être perçu comme illégitime, ses performances peuvent provoquer un sentiment général d'insatisfaction. Il peut être accusé d'incompétence, de corruption ou d'indécision en temps de crise. Il peut y avoir un manque de confiance général dans la

capacité des procédures démocratiques à améliorer la situation et, dans certains cas, il peut arriver qu'il n'y ait pas d'accord sur les procédures de succession des gouvernements.

Les institutions civiles non officielles de la société – tous types d'associations, partis politiques, institutions éducatives indépendantes, organisations religieuses, syndicats, et beaucoup d'autres éléments – peuvent être faibles ou presque non existantes. Il se peut aussi que le grand public n'ait pas de participation active au système politique.

Dès lors, il n'y a pas de groupe ou d'organisation capable de s'opposer à une emprise sur l'appareil d'État.

La société peut avoir de graves problèmes internes liés à la violence. En cas de troubles sociaux sévères, de gros problèmes économiques, de conflits politiques profonds, de violence intérieure ou d'assassinats, la majeure partie de la société est susceptible de souhaiter un nouveau gouvernement fort, qui promette de « rétablir l'ordre » et de sortir de la crise.

Des conditions économiques adverses, liées à des facteurs politiques, peuvent rendre la société vulnérable aux coups d'État. Certains estiment aussi qu'un manque de diversification des exportations, et une dépendance excessive d'un marché international inconstant à l'export, peuvent créer un terrain favorable à un coup d'État.

Il arrive que des individus, des groupes puissants, un parti totalitaire ou une faction militaire éprouvent simplement un appétit de pouvoir et de domination – avec ou sans le prétexte de nobles objectifs.

Ces conditions ne débouchent cependant pas nécessairement sur un coup d'État. Même lorsque les conditions sont favorables à un coup et que les putschistes potentiels ont du mal à se retenir, ils ne feront peut-être pas de tentative parce que celle-ci serait sans doute vouée à l'échec. Cette propension à l'échec peut avoir plusieurs causes. Une part importante des forces armées, de la police et des fonctionnaires de tous niveaux peut sembler rétive à l'idée d'un coup d'État, et donc susceptible de résister à la tentative. Les institutions sociales indépendantes peuvent choisir de s'opposer au coup et elles sont assez puissantes pour agir avec vigueur.

La décision des putschistes potentiels de passer à l'acte ou non dépendra pour beaucoup des capacités qu'auront ces opposants d'un putsch d'agir avec force contre la tentative de coup d'État. Si la société est susceptible de résister avec fermeté à une tentative de prise de pouvoir, il est peu probable qu'elle soit victime d'un coup d'État.

Pour un débat sur les six types de coups d'État dans les pays du tiers monde, classés selon leurs motivations et effets.

Ceux qui tentent un coup d'État supposent que, lorsqu'ils seront au pouvoir, ils ne rencontreront qu'une résistance minime de l'administration et du peuple. Ils ne peuvent s'appuyer sur cette assomption si la population est mobilisée politiquement, engagée et puissante.

### **Soutien aux coups d'État**

Pour qu'il y ait coup d'État, la condition préalable du succès est que l'on estime les forces d'organisation et de répression des putschistes plus puissantes que les autres institutions et

courants d'influence de la société. En bref, la société civile est plus faible que les forces armées. En fait, au cours des dernières décennies, les forces armées de nombreux pays se sont développées au point de devenir les institutions les plus puissantes de la société. Ces forces armées ont souvent été retournées contre la société et la population même qu'elles étaient censées protéger et dont dépendait leur existence. Un coup d'État militaire de ce type est possible si les soldats sont plus loyaux envers leurs officiers qu'envers le gouvernement démocratique.

S'il s'agit au contraire d'une usurpation de l'exécutif (qu'on appelle parfois un « auto-coup d'État »<sup>10</sup>), il faut que les forces combinées de l'administration gouvernementale et des militaires qui soutiennent la prise de pouvoir soient plus puissantes que les institutions civiles de la société.

Alternativement, le coup d'État peut être le fruit d'un parti politique discipliné disposant de ses propres forces paramilitaires. Les supporters du parti peuvent opérer depuis des postes clés au sein de ministères d'un gouvernement de coalition, ou avec le soutien de groupes puissants appartenant à l'armée et à la police. Pour réussir, ce parti doit avoir plus de capacité d'action que les autres groupes sociaux qui pourraient s'opposer à la prise de pouvoir. Dans certaines situations, des agents d'un gouvernement étranger peuvent assister des groupes politiques ou militaires dans l'exécution d'un coup d'État.

Lors de coups d'État, on a souvent vu les partisans de la liberté politique rester silencieux et se soumettre passivement. Cela ne signifie pas qu'une tentative de coup d'État réussit parce que la population l'a soutenue. Dans de nombreux cas, la population peut être opposée, mais ne sait pas quoi faire. On comprend que peu de gens soient inspirés par l'idée d'entamer une guerre civile contre les forces armées et leurs alliés – une guerre que les démocrates perdraient à coup sûr.

Ceux qui croient aux procédures démocratiques et à la justice sociale ne savent pas en général de quelle autre manière on pourrait vaincre un coup d'État soutenu par les forces armées. Dans beaucoup de pays, un système démocratique a peu de chance de durer sans une sérieuse préparation de défense anti-coup, surtout si ces pays ont un historique de coups d'État. Même les pays qui ont atteint une situation de relative démocratie politique, doivent prendre des mesures anti-coup, malgré les déclarations publiques d'intentions innocentes de la part des individus ou groupes qui sont capables d'organiser un coup d'État.

## **REDACTION DE PROPOSITION DE FINANCEMENTS**

*Présenté par : Kouakou Ahouty*

### **Introduction**

Rédiger des propositions de financement est l'un des aspects les plus cruciaux pour toute ONG. Les propositions sont importantes pour toute organisation, car elles décident du succès ou de l'échec d'une organisation. Peu importe comment grand ou petit votre organisation est vous ne pouvez pas obtenir loin de l'écriture d'une proposition de projet. En tant que personnel d'une ONG, vous savez peut-être que le but premier d'une proposition de projet est de convaincre l'organisme donateur de financer votre projet. Il est donc important pour vous d'écrire une proposition innovante, pratique et méthodologique. Votre proposition devrait viser à résoudre un problème socio-développemental important et, en même temps, devrait faire appel au donateur.

Le but de ce guide est d'aider les ONG à élaborer un modèle de proposition de base qui puisse

être utilisé pour élaborer des propositions qui peuvent convaincre les donateurs de financer leurs projets respectifs.

Pour commencer, nous allons d'abord comprendre ce qu'est une proposition de projet? Une proposition de projet est un document qui présente un processus logique de résolution d'un problème. Il fournit une description détaillée du problème, le plan d'actions envisagé pour résoudre le problème et les besoins budgétaires pour la mise en œuvre de celui-ci. Ce document est ensuite soumis au donateur en prévision des fonds, afin que vous puissiez poursuivre vos efforts. Une proposition de financement constitue la base de votre relation avec le donateur et doit donc être développée avec le plus grand soin et la plus grande diligence.

Une proposition hâtivement écrite donnera l'impression que vous n'êtes pas un candidat sérieux et réduirait la possibilité d'obtenir des fonds. D'autre part, si vous planifiez l'ensemble du processus de développement de la proposition, non seulement vos chances d'obtenir les ressources souhaitées augmentent, vous établissez les bases d'une forte relation avec le donateur.

### Rédaction de propositions

Alors que la rédaction de la proposition assurez-vous que vous lisez quelques propositions gagnantes (qui sont généralement disponibles en ligne), avant de rédiger votre proposition. Cela vous aidera à structurer votre proposition et vous donnera un aperçu de la terminologie, le format et le langage qui est préféré par les donateurs. Selon la taille de votre organisation, vous pouvez créer une équipe pour développer la proposition. Les membres de l'équipe doivent posséder de bonnes compétences d'écriture ainsi que des connaissances techniques solides du sujet connexe.

Dans les pages suivantes, différentes sections d'une proposition sont décrites; Vous pouvez rédiger la proposition à l'aide de ce modèle et le personnaliser selon les directives des bailleurs de fonds. Pour vous aider à développer votre proposition, des exemples appropriés ont été utilisés pour décrire le contenu de chaque section.

Page de titre: La page de titre contient généralement le titre du projet, ainsi que les coordonnées de l'organisation et du donateur. Rappelez-vous que le titre du projet devrait être accrocheur et devrait capturer l'essence de la proposition de projet. Le titre du projet devrait fournir une idée générale de ce que le projet est à la fois et en même temps simple et direct.

Votre page de titre devrait être attrayant et ne devrait pas regarder encombré et peu professionnel.

Exemple:

Proposition d'autonomisation des femmes par le développement de l'entrepreneuriat à Abidjan, Côte d'Ivoire.

Soumis à: wwwx foundation

Proposé par: A & H

Côte d'Ivoire

Site Web: www.A & H.org

Résumé: Cette section est le résumé du projet et présente un aperçu du projet au lecteur. Le



sommaire résume non seulement la proposition de projet, mais analyse également des points importants concernant le problème, la solution, l'unicité de la proposition et la raison pour laquelle votre organisation est apte à mener à bien un tel projet.

Pour définir la bonne tonalité, il est important que vous puissiez vous adresser au pourquoi, à la méthode et à la proposition (pourquoi - pourquoi voulez-vous commencer un projet particulier / pourquoi le problème particulier est-il si important? L'approche que vous utiliserez pour résoudre le problème et les objectifs que vous souhaitez atteindre à la fin du projet).

Même si le sommaire est la première section dans le document de proposition, vous pouvez toujours rédiger cette section une fois que vous avez terminé la rédaction de la proposition entière. De cette façon, il vous sera plus facile de prendre des points importants de l'organe de proposition et de l'utiliser dans le résumé. Quelques points que vous devriez garder à l'esprit tout en résumant la proposition sont donnés ci-dessous:

Pourquoi le projet est-il important?

Quel est le problème que vous adressez?

Comment comptez-vous résoudre le problème?

Quel est le budget total et la durée du projet proposé?

La longueur idéale du sommaire est généralement d'environ une page de long qui environ 300-500 mots.

Exemple: A & H démontre que l'inconvénient du veuvage n'est pas limité à une culture, une société ou une région. La majorité des veuves dans le monde vivent dans l'extrême pauvreté et sont souvent ostracisées par la société. Ils doivent lutter pour l'équité entre les sexes d'une part et pour leurs droits de veuve de l'autre.

Les femmes d'Abidjan sont confrontées à des problèmes semblables à ceux que les hommes de la société tendent à maîtriser en utilisant la violence. La région a également des taux de polygamie et de promiscuité nettement plus élevés, ce qui renforce encore les cas de forte GBV. En raison de la forte incidence de la violence liée au genre dans la région, il est nécessaire de mettre au point un programme pour aider les femmes à se débarrasser de ces problèmes et à prendre conscience de leurs droits et à être habilités.

Le projet proposé vise à accueillir 100 femmes vulnérables (veuves et victimes de toutes formes de VBG) de l'extrême pauvreté grâce au développement de l'esprit d'entreprise à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Le projet sera mis en œuvre pendant une période de 12 mois.

Raison d'être du projet / Contexte: Il s'agit d'une partie importante de la proposition puisqu'elle présente l'argument selon lequel votre projet doit être financé. Il décrit les problèmes et les problèmes auxquels fait face une communauté en particulier et la manière dont votre organisation s'attaque au problème.

De nombreuses organisations se réfèrent également à cette section comme contexte ou contexte du projet, car elles fournissent au lecteur toutes les informations nécessaires sur la

zone du projet. Tout en écrivant la raison d'être de la proposition, il est essentiel que vous citez des faits et des chiffres comme preuve de votre problème. Ces faits peuvent provenir de données que votre organisation a collectées ou peuvent provenir d'articles de recherche, etc.

En plus de mentionner des données pour justifier le projet, vous devriez également mentionner pourquoi votre organisation est apte à mener à bien le projet (ont mis en œuvre). Voici quelques points à prendre en compte lors de l'élaboration de la justification du projet:

Quel est le problème?

Quels sont les faits importants liés au problème?

Pourquoi votre organisation est-elle adaptée à la réalisation d'un tel projet?

Quelles sont les actions clés que vous réaliserez dans le cadre du projet?

Quels sont les résultats attendus du projet?

Il n'existe pas de règle type pour la rédaction de la justification du projet, mais la plupart des experts estiment que les quatre éléments suivants devraient être couverts par la justification.

1. Analyse de la situation: cette section devrait brièvement explorer la situation actuelle de la région. Vous pouvez citer des faits sur le problème dans cette section particulière.

2. But: Ici, vous devriez parler de pourquoi il est important de résoudre le problème particulier et aussi quelle approche peut être utilisée pour résoudre le problème.

3. Force de l'organisation: Dans cette section, concentrez-vous sur la force de votre organisation et votre expérience passée dans la résolution de problèmes similaires.

Exemple: Le rapport de 2015 estime que le nombre total de veuves est globalement de 258 481 056 - une augmentation de 9% depuis 2010. On estime que 14,8% des veuves vivent dans une pauvreté extrême où les besoins fondamentaux ne sont pas satisfaits. Outre la négligence financière, culturelle et sociale, les veuves subissent également de graves traumatismes psychologiques et émotionnels. Leurs problèmes sont encore aggravés par leur inaccessibilité à une éducation adéquate, des réformes juridiques et sociales. Les problèmes auxquels sont confrontées les veuves ont des conséquences profondes dans les pays en développement.

Les femmes d'Abidjan sont confrontées à des problèmes semblables à ceux que les hommes de la société tendent à maîtriser en utilisant la violence. La région a également des taux de polygamie et de promiscuité nettement plus élevés, ce qui renforce encore les cas de forte GBV. Le projet proposé vise à accueillir 100 femmes vulnérables (veuves et victimes de toutes formes de VBG) de l'extrême pauvreté grâce au développement de l'esprit d'entreprise à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Le fait de les habiliter vers le développement économique facilitera non seulement l'amélioration de la condition socio-économique des femmes, mais contribuera également à améliorer l'ensemble de la famille. L'indépendance financière acquise grâce au développement de l'esprit d'entreprise donnera confiance aux femmes et leur permettra de faire valoir leurs droits. Le projet sera mis en œuvre pendant une période de 12 mois. Ce projet vise à exploiter le potentiel des femmes en investissant dans la sensibilisation, le renforcement des capacités et la création d'entreprises dans la région. Compte tenu des

besoins socioculturels et financiers des villages, le projet proposé est socialement réalisable, économiquement viable et respectueux de l'environnement.

Nous travaillons depuis cinq ans dans le domaine de l'autonomisation des femmes. La mission d'A & H est d'habiliter les femmes dans les zones tribales par la sensibilisation et le développement de l'entreprise. Au cours des trois dernières décennies, nous nous efforçons de responsabiliser les populations analphabètes et démunies de cette région et de les intégrer dans la société.

But du projet: Objectif est une déclaration générale qui définit ce que vous prévoyez de faire dans un projet. Rappelez-vous toujours qu'un énoncé de but bien écrit est un outil de marketing qui vous aidera à obtenir des fonds. L'objectif définit essentiellement le but de la proposition en donnant une idée au lecteur du problème que votre organisation a l'intention de traiter. Comme le but de la proposition montre au lecteur votre intention de résoudre un problème particulier, il devrait être lié à l'énoncé du problème. Par exemple, si le problème que vous adressez est lié à la réadaptation de la veuve et le bien-être votre objectif devrait indiquer que vous cherchez à autonomiser les veuves dans la région à travers le projet proposé. Vous pouvez utiliser des mots comme diminuer, livrer, développer, établir, améliorer, augmenter, produire et fournir tout en écrivant la proposition.

Encadrement d'un objectif de qualité

Éviter le flou: l'objectif doit clairement indiquer le but de votre proposition et préciser certains aspects du projet.

Relier l'objectif à l'énoncé du problème: L'objectif doit être lié à l'énoncé du problème, afin que le lecteur sache pourquoi vous devez mettre en œuvre un projet particulier.

L'objectif doit être cohérent avec la mission et l'énoncé de vision de votre organisation: L'objectif du projet doit également être conforme à la mission et à la vision de l'organisation. Par exemple, si votre organisation travaille pour des projets liés aux femmes, assurez-vous que votre projet traite également de vos principaux intervenants.

Utiliser un langage simple pour écrire un but: Éviter l'utilisation de jargons et de mots techniques pour écrire un but. Utilisez un langage qui est facile à comprendre par les gens, pas quelque chose pour lequel les gens ont à utiliser un dictionnaire.

Conserver un seul objectif pour une proposition: C'est une bonne pratique d'avoir un objectif unique pour votre projet. Comme il s'agit d'un énoncé général, celui-ci englobera sûrement plusieurs éléments qui seraient abordés dans le cadre des différents objectifs.

Exemple: Permettre à 100 veuves et femmes vulnérables à Abidjan, grâce au développement de l'esprit d'entreprise et au renforcement des capacités.

À partir de l'exemple ci-dessus, vous verrez que l'énoncé des objectifs est large, mais en même temps fournit également des détails spécifiques sur votre projet et n'est pas vague. Le but ici indique clairement ce qui suit:

L'objectif principal du projet est l'autonomisation des veuves et des femmes vulnérables.

Le bénéficiaire cible du projet est constitué de 100 veuves et femmes vulnérables.

Entrepreneuriat Le développement et le renforcement des capacités seront utilisés pour

donner du pouvoir aux femmes.

Le projet sera mis en œuvre à Abidjan.

Objectif: Les objectifs sont des énoncés détaillés décrivant les moyens par lesquels vous avez l'intention d'atteindre l'objectif. Utiliser le S.M.A.R.T. Méthode d'écriture de vos objectifs, ce qui signifie l'écriture spécifique, mesurable, réalisable, réaliste, et les déclarations de temps. Tous les objectifs doivent contribuer et soutenir dans la réalisation de l'objectif spécifié. Tout en encadrant les objectifs de s'assurer qu'ils fournissent des réponses aux:

Pourquoi: proposez-vous une chose particulière?

Quelle approche adoptez-vous pour atteindre l'objectif souhaité?

Quand: allez-vous mener le projet?

Où: mettez-vous en œuvre le projet?

Qui: seront les principales parties prenantes / bénéficiaires ou qui feront une chose particulière dans un projet?

Vos objectifs doivent toujours être écrits à l'aide de verbes d'action comme créer, identifier, promouvoir, améliorer, augmenter et développer etc. Ces verbes aident à décrire le plan d'action et à clarifier votre objet.

Exemple: Pour l'objectif qui a été formulé à l'étape précédente, les objectifs suivants peuvent être encadrés:

Objectif 1: Fournir des conseils à 100 femmes vulnérables identifiées afin d'accroître leur participation à la vie publique en tant que citoyens informés ayant des droits constitutionnels.

Objectif 2: Améliorer la qualité de vie des 100 Femmes Vulnérables identifiées en améliorant la santé familiale et les relations interpersonnelles, ainsi que les capacités d'adaptation.

Objectif 3: Soutenir 100 femmes vulnérables avec des IGA et des compétences entrepreneuriales dans la confection et la fabrication de bijoux.

Stratégie du projet: La stratégie du projet renvoie aux méthodes qui seront utilisées pour atteindre les buts et les objectifs du projet. Il s'agit de grandes approches et d'orienter l'exécution des projets. La stratégie harmonisera vos activités de projet avec les buts et les objectifs du projet.

Exemple:

Sensibilisation

Renforcement des capacités

Liens avec le marché

Développement de l'entreprise

Activités du projet: Elles se rapportent aux plus petits travaux identifiables et mesurables

prévus pour être terminés tout au long du projet. La définition des activités aide le personnel du projet à comprendre les actions à accomplir et à quel moment. Chaque activité est associée à un objectif ou à un objectif intérimaire défini.

Exemple:

Identification des veuves dans le village

Conduire des séances de counseling.

Conduite de séances de motivation

Rencontres avec les familles et les tuteurs

Séance de sensibilisation sur les droits des veuves

Gestion de projet / Personnel: Cette section traite des aspects de gestion de projet. Ici, vous mentionnez le personnel d'implémentation, le calendrier de mise en œuvre et d'autres choses connexes. Vous pouvez décrire les personnes qui seront embauchées dans le cadre du projet ainsi que leurs rôles respectifs. Exemple: L'équipe du projet sera composée des membres du personnel suivants:

Directeur de projet, qui sera responsable de l'administration et de la gestion globale du projet. Il élabore des propositions de financement futur et gère l'autre personnel.

Travailleur social: responsable de la mobilisation et de la tenue des réunions villageoises de premier niveau et des séances d'orientation.

Conseillers: Organiseront des séances émotionnelles et motivantes pour les femmes.

Formateurs: Un total de trois formateurs pour la formation sur les compétences douces, la couture et la conception de bijoux.

De même, vous pouvez également mentionner le calendrier d'exécution de diverses activités.

Suivi et évaluation: Cette section traite des mécanismes et des procédures proposés pour le suivi des activités du projet afin de s'assurer que toutes les activités se déroulent comme prévu. Vous devriez avoir un plan bien défini pour surveiller vos activités de projet et aussi pour évaluer le succès du projet. Le suivi permet à l'équipe du projet de vérifier les progrès, tandis que l'évaluation aide l'équipe à évaluer les données et à améliorer la mise en œuvre du projet à l'avenir.

Exemple:

Disposer d'un système de rapports mensuels, trimestriels et annuels

Systèmes d'examen à plusieurs niveaux

Méthodes d'évaluation participative

Enquête par questionnaire

Résultats du projet: Les propositions de projet doivent expliquer tous les résultats escomptés qui seront atteints par le projet. Les résultats du projet peuvent être divisés en trois types:

Résultats: Ce sont des résultats immédiats obtenus après la mise en œuvre d'une activité.

Résultats: Les résultats sont les résultats à mi-parcours qui ne sont pas observés immédiatement, mais ressentis au bout d'un certain temps.

Impact: L'impact est habituellement un résultat à long terme et n'est généralement pas atteint pendant le cycle de vie du projet.

Cette section décrit généralement les résultats globaux que le projet devrait accomplir.

Exemple:

Renforcement de la sensibilisation de 200 femmes sur des questions de droit, de veuvage et de santé mentale.

200 femmes ont donné une formation sur les compétences de vie pour leur développement global.

Une entreprise durable créée par la formation de 2 coopératives facilitera l'accès aux marchés et améliorera considérablement les revenus familiaux.

Le revenu et la confiance accrus auront un impact multigénérationnel, car il aidera à assurer un meilleur avenir à toute la famille de 200 femmes.

Indicateur de performance: Les indicateurs de performance constituent une partie importante de la proposition car ils indiquent si les objectifs ont atteint des résultats significatifs. Les indicateurs de performance aident l'équipe du projet à identifier la qualité et le niveau du résultat obtenu. Les indicateurs de performance ont été catégorisés en termes qualitatifs; Quantitatifs, de processus et de résultats. Les indicateurs quantitatifs sont de nature numérique tandis que les indicateurs qualitatifs nécessitent une évaluation subjective. De même, les indicateurs de processus sont utilisés pour définir un processus ou une activité, tandis que les indicateurs de résultats se réfèrent aux indicateurs qui indiquent le résultat obtenu à partir de la mise en œuvre de l'activité. Tout en identifiant les indicateurs de performance, gardez à l'esprit les points suivants:

Doit être réaliste

Doit être simple à utiliser

Avoir peu d'indicateurs significatifs pouvant être utilisés régulièrement pour évaluer le projet

Peut être utilisé pour l'analyse

Indique clairement le succès du résultat.

Exemple:

Nombre de femmes formées à des compétences spécifiques

Nombre de femmes entrepreneurs qui ont démarré leur propre entreprise.

Nombre d'utilisateurs de diverses technologies (technologie de la communication, technologie agricole

Nombre de formations tenues

Participation des femmes aux différentes formations

Nombre de SHG formés

Changement de revenu de la maison

**Durabilité:** Pour maintenir les impacts de tout projet communautaire, il est essentiel que des liens appropriés soient développés avec la communauté locale, le gouvernement, et toutes les parties prenantes concernées. Vous devriez préciser clairement les mesures de durabilité dans votre projet.

**Exemple:** Quelques façons d'assurer la durabilité.

**Participation communautaire:** Nous veillons à ce que la population locale participe activement à l'ensemble du projet afin qu'ils soient propriétaires du projet plutôt que de le considérer comme une sorte de charité.

**Engagement et partenariats multipartites:** Nous impliquons des parties prenantes qui incluent les OSC locales, les ONG et les départements de la ligne du gouvernement et développent des synergies avec elles. Cela contribue à améliorer la visibilité du projet et réduit également la duplication des activités.

**Élargir la base de ressources et de donateurs:** Nous engageons toujours de nouveaux donateurs et intervenants dans nos programmes et nous avons plusieurs sources de financement, qui incluent les frais d'adhésion et le financement de particuliers et les subventions institutionnelles des bailleurs de fonds.

**Révision et édition:** Lisez la proposition encore et encore afin que vous puissiez réduire l'occurrence d'erreurs. Assurez-vous que la proposition est claire et facile à comprendre. Demandez à votre proposition de lire par deux-trois pour éliminer toutes sortes d'erreurs dans le texte. De nombreuses organisations font également examiner leurs propositions par un lecteur froid (une personne qui n'a pas participé à l'écriture du projet). Ce type d'examen vous aide à améliorer la qualité de la proposition. Une fois que tous les changements nécessaires ont été incorporés, vous pouvez soumettre la proposition à l'organisme donateur identifié.